



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRESENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMPTE RENDU INTEGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

GEMEENSCHAPPELIJKE VERGADERING VAN DE
COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE
BETREKKINGEN VAN DE KAMER EN VAN DE
COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE
BETREKKINGEN EN VOOR DE
LANDSVERDEDIGING VAN DE SENAAAT

REUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DES
RELATIONS EXTERIEURES DE LA CHAMBRE ET
DE LA COMMISSION DES RELATIONS
EXTERIEURES ET DE LA DEFENSE DU SENAT

dinsdag

10-06-2008

Voormiddag

mardi

10-06-2008

Matin

<i>cdH</i>	<i>centre démocrate Humaniste</i>
<i>CD&V - N-VA</i>	<i>Christen-Democratisch en Vlaams – Nieuw-Vlaamse Alliantie</i>
<i>Ecolo-Groen!</i>	<i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen!</i>
<i>FN</i>	<i>Front National</i>
<i>LDD</i>	<i>Lijst Dedecker</i>
<i>MR</i>	<i>Mouvement réformateur</i>
<i>Open Vld</i>	<i>Open Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
<i>PS</i>	<i>Parti Socialiste</i>
<i>sp.a+VI.Pro</i>	<i>socialistische partij anders + VlaamsProgressieven</i>
<i>VB</i>	<i>Vlaams Belang</i>

<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>		<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>	
<i>DOC 52 0000/000</i>	<i>Parlementair stuk van de 52e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>	<i>DOC 52 0000/000</i>	<i>Document parlementaire de la 52e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>
<i>QRVA</i>	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>	<i>QRVA</i>	<i>Questions et Réponses écrites</i>
<i>CRIV</i>	<i>voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)</i>	<i>CRIV</i>	<i>version provisoire du Compte Rendu Intégral (couverture verte)</i>
<i>CRABV</i>	<i>Beknopt Verslag (blauwe kaft)</i>	<i>CRABV</i>	<i>Compte Rendu Analytique (couverture bleue)</i>
<i>CRIV</i>	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)</i>	<i>CRIV</i>	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)</i>
	<i>(PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)</i>		<i>(PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)</i>
<i>PLEN</i>	<i>plenum</i>	<i>PLEN</i>	<i>séance plénière</i>
<i>COM</i>	<i>commissievergadering</i>	<i>COM</i>	<i>réunion de commission</i>
<i>MOT</i>	<i>alle moties tot besluit van interpellaties (op beige kleurig papier)</i>	<i>MOT</i>	<i>motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>

<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>
<i>Bestellingen :</i>	<i>Commandes :</i>
<i>Natieplein 2</i>	<i>Place de la Nation 2</i>
<i>1008 Brussel</i>	<i>1008 Bruxelles</i>
<i>Tel. : 02/ 549 81 60</i>	<i>Tél. : 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax : 02/549 82 74</i>	<i>Fax : 02/549 82 74</i>
<i>www.deKamer.be</i>	<i>www.laChambre.be</i>
<i>e-mail : publicaties@deKamer.be</i>	<i>e-mail : publications@laChambre.be</i>

INHOUD

Wetgeving met betrekking tot 1
Ontwikkelingssamenwerking – evaluatie en
hoorzitting met de heer Louis Michel, Europees
commissaris voor Ontwikkeling en Humanitaire
Hulp

Sprekers: **Louis Michel**, Europees
commissaris voor Ontwikkeling en
Humanitaire hulp, **Philippe Monfils**, senator,
Miet Smet, senator, **Georges Dallemagne**,
Hilde Vautmans, **Jean-Paul Procureur**,
senator

SOMMAIRE

Cadre législatif de la Coopération au 1
Développement - réflexion et audition de M. Louis
Michel, commissaire européen chargé du
Développement et de l'Aide humanitaire

Orateurs: **Louis Michel**, commissaire
européen chargé du Développement et de l
Aide humanitaire, **Philippe Monfils**, sénateur,
Miet Smet, sénatrice, **Georges Dallemagne**,
Hilde Vautmans, **Jean-Paul Procureur**,
sénateur

GEMEENSCHAPPELIJKE
VERGADERING VAN DE
COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN
VAN DE KAMER EN VAN DE
COMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN
EN VOOR DE
LANDSVERDEDIGING VAN DE
SENAAT

RÉUNION COMMUNE DE LA
COMMISSION DES RELATIONS
EXTÉRIEURES DE LA CHAMBRE
ET DE LA COMMISSION DES
RELATIONS EXTÉRIEURES ET DE
LA DÉFENSE DU SÉNAT

van

du

DINSDAG 10 JUNI 2008

MARDI 10 JUIN 2008

Voormiddag

Matin

La séance est ouverte à 10.10 heures et présidée par M. Josy Dubié, sénateur.

De vergadering wordt geopend om 10.10 uur en voorgezeten door de heer Josy Dubié, senator.

01 Cadre législatif de la Coopération au Développement - réflexion et audition de M. Louis Michel, commissaire européen chargé du Développement et de l'Aide humanitaire

01 Wetgeving met betrekking tot Ontwikkelingssamenwerking – evaluatie en hoorzitting met de heer Louis Michel, Europees commissaris voor Ontwikkeling en Humanitaire Hulp

Le **président**: Je donne la parole au commissaire Louis Michel pour un échange de vues sur la coopération au développement, et notamment sur sa transcription dans nos institutions.

De **voorzitter**: Ik geef het woord aan commissaris Louis Michel voor een gedachtewisseling over de Ontwikkelingssamenwerking en haar verankering in onze instellingen.

01.01 **Louis Michel**, commissaire européen: Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs et députés, c'est toujours un très grand plaisir pour moi d'être parmi vous, et plus particulièrement pour parler de la coopération au développement.

01.01 Europees commissaris **Louis Michel**: Het doet me veel genoegen dat ik vanochtend met u over ontwikkelingssamenwerking kan debatteren.

Tout d'abord, je crois que le temps où la coopération au développement était l'expression d'une charité bienveillante devrait, en principe, être derrière nous. Si ce n'est pas encore le cas dans tous les esprits et dans toutes les mentalités, il serait grand temps de mettre cela derrière nous, car c'est une vieillerie, un concept totalement dépassé.

De tijd dat ontwikkelings-samenwerking de uitdrukking was van welmenende liefdadigheid, zou al lang achter ons moeten liggen. Vandaag spelen de ontwikkelingslanden mee in alle grote debatten. We hebben er alle belang bij om vat te krijgen op een geglobaliseerde wereld, maar daartoe volstaat solidariteit niet langer. Onze slagkracht om de globalisering te sturen wordt een

Les pays en développement s'imposent dans tous les grands débats de nos jours, que ce soit le changement climatique, les prix des denrées alimentaires, la sécurité énergétique, l'accès aux ressources minérales, la migration ou encore la restructuration de l'économie mondiale. Ils sont devenus un point ordinaire à l'ordre du jour du G8. Et c'est normal. Car dans un monde de plus en plus globalisé, l'impact

sur nos vies et nos sociétés de ce qui se passe au-delà de nos frontières devient de plus en plus déterminant. Notre intérêt à agir sur ce monde ne se limite plus à la seule notion classique de solidarité. Notre capacité de donner forme humaine à la mondialisation devient un enjeu qui concerne directement nos sociétés et nos citoyens. Je suis intimement convaincu que l'action extérieure doit occuper une place centrale dans l'action des gouvernements. Et la coopération au développement doit occuper une place centrale dans cette action extérieure.

Depuis mon entrée à la Commission européenne, en 2004, mon objectif a été de donner une dimension plus politique à la politique de développement, afin de la rendre plus stratégique, plus moderne et plus européenne; je dirais même afin de la rendre plus efficace.

La politique de développement doit tout d'abord s'inscrire dans une perspective plus stratégique. Elle s'est longtemps isolée, cloisonnée, par crainte – parfois justifiée – d'être instrumentalisée et de perdre ce que les puristes appellent sa finalité propre.

Pendant mon mandat à la Commission, j'ai voulu renverser cette logique. Nous avons mis la politique et la diplomatie au service de la paix, de la croissance et donc du développement. On a renforcé considérablement le dialogue politique avec les pays et les régions d'Afrique et surtout l'ouverture du dialogue et de la coopération avec des pouvoirs émergents, comme la Chine. Cela a changé fondamentalement l'envergure et l'image de la politique de développement. Cela a aussi donné à la Commission et, partant, à l'Union européenne, une influence plus grande dans, par exemple, le règlement de certains conflits. Je pense plus particulièrement à l'Afrique, où nous sommes vraiment très impliqués. Peut-être que parfois, cela ne se voit pas suffisamment, mais nous appliquons pleinement le volet politique de Cotonou.

Grâce à ce que j'appellerais cette "politisation", l'Afrique a grimpé plusieurs échelons sur l'agenda européen et a retrouvé une place incontournable au plus haut niveau, dans toutes les enceintes internationales, qui s'est essentiellement concrétisée par le Sommet de Lisbonne. Cette année 2008 est d'ailleurs l'année pour concrétiser les différents volets de la stratégie Union européenne-Afrique, avec un bilan qui se fera lors de la présidence française. Ensemble, Africains et Européens ont la capacité d'adapter la mondialisation à un modèle plus conforme aux valeurs qu'ils partagent, et plus respectueux de leurs identités respectives. Il s'agit en fait de renforcer les principes de notre relation sur la base d'une responsabilité partagée entre partenaires égaux en droits et en devoirs. Il s'agit de modifier une fois pour toutes la nature de cette relation, qui était fondée – et qui l'est parfois encore – sur une relation entre un donateur et un bénéficiaire et de mettre un terme à cette relation de dépendance qui génère des réflexes paternalistes, généralement très moralisateurs dans notre chef, et des comportements de déresponsabilisation. Très souvent, cette accusation de paternalisme, de néo-colonialisme, a conduit certains leaders parmi nos partenaires à se retrancher derrière cette accusation, qui nous donne mauvaise conscience, pour justifier leurs échecs, leurs écarts ou leurs comportements parfois totalement inacceptables.

Il ne s'agit donc plus de charité mais bien d'intérêt mutuel et

van onze voornaamste uitdagingen. Het buitenlandbeleid moet in het centrum van het regeringsbeleid staan en de ontwikkelingssamenwerking moet ons buitenlandbeleid bepalen.

Sinds mijn aantreden in de Europese Commissie in 2004 heb ik een meer politieke dimensie willen geven aan het ontwikkelingsbeleid, om het strategischer, moderner, Europeeser en efficiënter te maken.

Tijdens mijn mandaat stonden de politiek en de diplomatie ten dienste van de vrede, de groei en de ontwikkeling. De dialoog met Afrika en met de landen in opkomst, en inzonderheid met China, werd verdiept. Afrika is dankzij de top van Lissabon opnieuw een van de prioriteiten van Europa.

Samen zijn Afrika en Europa in staat de waarden die ze delen en hun respectieve identiteit een plaats te geven in de globalisering. Paternalisme en betutteling moeten daarbij worden gemeden: het is zaak de band tussen partners met gelijke rechten en gelijke plichten te versterken. Er is dus geen sprake van liefdadigheid, maar van wederzijdse en strategische belangen.

Het ontwikkelingsbeleid is gemoderniseerd. Ontwikkeling beperkt zich niet langer tot armoedebestrijding of steun aan de sociale sectoren. Voortaan bestrijkt dit beleid alle economische en maatschappelijke aspecten. Het is er ook op gericht de regale functies te ondersteunen, waarvan het behoorlijk functioneren cruciaal is voor de groei. Het moet een antwoord bieden op de nieuwe uitdagingen die samenhangen met migratie, klimaatwijziging en voedselzekerheid. Het strekt er voorts toe een voldoende economische groei in de hand te werken om de maatschappijen in

stratégique. L'aide ne doit plus être une fin en soi. L'aide, c'est un moyen d'appuyer les stratégies de développement des pays africains, non de leur imposer notre charité et notre vision unilatérale du développement.

La politique de développement est donc aussi devenue une politique plus moderne, mettant un terme à ce faux choix entre la charité bienveillante et le laisser-faire désespérant; on pourrait l'exprimer autrement: entre les pro-pauvres et les pro-entreprises. Le développement n'est plus synonyme de lutte contre la pauvreté ou d'appui aux secteurs sociaux. Désormais, cette politique vise à soutenir tous les aspects d'une économie et d'une société. Elle vise aussi à soutenir les fonctions régaliennes de l'État, dont le bon fonctionnement est crucial pour la croissance. Elle vise à répondre à ces nouveaux défis issus de la mondialisation, comme la migration, le changement climatique, l'approvisionnement en énergie ou la sécurité alimentaire. Elle vise enfin également à stimuler le commerce, à établir les infrastructures nécessaires, à attirer les investisseurs: c'est-à-dire à soutenir une croissance économique capable de transformer et d'enrichir les sociétés du Sud.

Parce qu'on peut tourner le problème dans tous les sens, - et je sais que c'est un sujet qui n'est pas encore passé de mode -, seule la croissance, parce qu'elle est productrice de richesses, permet de lutter efficacement et durablement contre la pauvreté et permettra d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

La mondialisation est souvent accusée d'être à l'origine des injustices. Je prétends que c'est faux. Il y a plein d'autres choses à l'origine des injustices, mais pas la mondialisation! Bien au contraire, la mondialisation a largement contribué à la réalisation de certains progrès. Elle correspond à un accroissement des interactions humaines, politiques, culturelles, sociales, qui en font un véritable vecteur d'enrichissement et de développement. C'est être aveugle que de refuser de le voir ou de l'admettre. Le monde est devenu un village: l'information, les décisions, le savoir et les connaissances circulent en temps réel.

Si l'on prend, par exemple, le transfert de savoir, il est clair que, dans ce domaine, la mondialisation constitue une aubaine. Le savoir est véhiculé - il voyage, si j'ose dire - d'un coin à l'autre de la planète quasiment en temps réel, ce qui constitue un avantage considérable. Une autre chose est, bien entendu, de se poser la question de savoir si les pays les plus pauvres ont l'occasion ou des opportunités d'utiliser et d'exploiter cela, comme nous le faisons. Telle est la vraie question. Mais je pense qu'il ne faut pas diaboliser de manière systématique la mondialisation. La vraie question est: comment domestiquer la mondialisation? Là se pose en fait la question du rôle de l'État, du rôle de la puissance publique, qui doit sans doute être considérablement renforcé.

Malgré les progrès, des inégalités importantes persistent entre les régions: si l'Asie a progressé considérablement, l'Afrique reste très en retard. Sur plus de 900 millions d'habitants, l'Afrique compte 400 millions de personnes vivant avec moins d'un euro par jour. En 1970, la majorité des pauvres du monde était en Asie. Aujourd'hui, plus de 30% sont en Afrique et si l'évolution se poursuit, l'Afrique aura remplacé l'Asie avec plus de 50% de pauvres de la planète d'ici à

het Zuiden te hervormen en te verrijken. Enkel groei kan een passend antwoord bieden op de armoede en bijdragen tot de Millenniumdoelstellingen voor de Ontwikkeling.

De globalisering leidt niet tot ongelijkheid, wel integendeel. De vraag is hoe we de globalisering ten nutte kunnen maken en welke rol in dat verband voor de Staat is weggelegd. Die rol moet ongetwijfeld aanzienlijk worden versterkt.

Ondanks de vooruitgang blijven er tussen de regio's enorme verschillen bestaan. Afrika hinkt ver achterop.

2015.

Hoe komt dat? En waar liggen de elementen van een oplossing?

De belangrijkste uitdaging voor ontwikkelingslanden, en met name in Afrika, ligt op het vlak van goed bestuur, zowel politiek als economisch. Zonder goed bestuur zal Afrika ter plaatse blijven trappelen en zal het de kansen op duurzame groei en ontwikkeling dat het nu heeft dankzij zijn voorraad aan rijkdommen, mislopen. De Afrikaanse landen worden thans als een aantrekkelijke partij beschouwd. De toenemende mondialisering van de economie en de harde trend van de traditionele en de opkomende economische machten om zich toegang te verschaffen tot de ontzaglijke rijkdommen van het Afrikaanse continent, maakt van Afrika het actieterrein voor een nieuw hoog spel tussen de mogendheden die de mondiale geopolitiek bepalen, een spel waaraan de Verenigde Staten, China en India – om slechts de voornaamste spelers te noemen – op gelijke voet deelnemen. Afrika is dus stevig verankerd in de mondialisering en zou er zijn voordeel kunnen uithalen, indien het de nodige overheidsstructuren opzet en een doeltreffend bestuur toepast.

Vandaar ook dat ik governance een centrale plaats heb gegeven in het ontwikkelingsbeleid. In het raam van het tiende Europees Ontwikkelingsfonds hebben wij een aanpak uitgewerkt die op dialoog en niet op de "conditionaliteiten" is gebaseerd. Onze partnerlanden kunnen toegang krijgen tot een extra aandeel van het budget voor ontwikkelingssamenwerking via een aanvullende stimuleringsranche die overeenstemt met 10, 20 of 30 procent van hun initiële budgettoewijzing. We hebben daarvoor een bedrag van 3 miljard euro opzijgezet. Het is de bedoeling om de initiatieven die onze partnerlanden op dit gebied nemen, te belonen, zonder dat dit negatieve gevolgen inhoudt voor de landen die zich niet bij dit mechanisme aansluiten. Het gaat er dus om iets extra te geven, niet om iets af te nemen.

Dat kan natuurlijk wel doorwegen. In het geval van Congo, de DRC, bedraagt de eerste enveloppe 500 miljoen euro. Met een extra tranche erbij, kan dat bedrag oplopen tot 625 miljoen euro. Die tranche kan dus 25 of 30 procent extra betekenen ten opzichte van het startbedrag. Dat is natuurlijk belangrijk. Dat is alleen gebaseerd op een programma van goed bestuur dat zij indienen, waarbij we goed bestuur natuurlijk in de brede betekenis van het woord moeten opvatten. Goed bestuur blijft niet beperkt tot de strijd tegen corruptie. Het gaat veel verder dan dat. Ik denk bijvoorbeeld aan alle diensten die de staat aan de mensen kan leveren, zoals de toegang tot onderwijs, tot de administratie, tot justitie, tot gezondheid enzovoort. Het gaat om alle diensten die een normale, onpartijdige staat aan zijn bevolking kan leveren.

Andere bedenking, maar een belangrijke: goed bestuur is veel meer dan de strijd tegen corruptie. Goed bestuur gaat over het functioneren van de staatsinstellingen op een objectieve, toegankelijke en eerlijke manier zodat de Staat aan de burgers datgene kan bieden waarop zij recht hebben. Vandaar dat wij het zwaartepunt van onze actie verschoven hebben van individuele projecten naar budgettaire steun. Van de 22 miljard euro van het tiende EDF zal 47% via begrotingssteun worden uitgekeerd. Er bestaat geen betere vorm van

Quelles sont les causes et les remèdes de cette situation?

Étant donné la mondialisation de l'économie et la volonté des puissances économiques traditionnelles et émergentes d'accéder aux immenses ressources naturelles de l'Afrique, ce continent est devenu un terrain d'action géopolitique pour les grandes puissances. L'Afrique est dès lors solidement ancrée dans la mondialisation. Cette situation peut être bénéfique à ce continent s'il crée les structures publiques nécessaires et met en œuvre une administration économique et politique efficace. La bonne administration joue dès lors un rôle crucial dans la politique de développement. Dans le cadre du dixième Fonds européen de développement, les pays partenaires peuvent dès lors obtenir, en plus de leur budget initial, une tranche dite incitative de 10, 20 ou 30 pour cent de ce budget initial. Nous avons prévu trois milliards d'euros à cet effet.

Au demeurant, la bonne administration n'est pas seulement une question de lutte contre la corruption. Elle est surtout synonyme de bon fonctionnement des institutions, celles-ci devant être capables d'offrir aux citoyens les services auxquels ils ont droit. C'est la raison pour laquelle nous insistons tellement sur l'aide budgétaire: 47 % des 22 milliards d'euros du dixième Fonds européen de développement sont versés par le biais de l'aide budgétaire. Par ce canal budgétaire, des ressources sont allouées aux institutions africaines compétentes en matière de finances publiques et aux commissions parlementaires qui exercent un contrôle sur le budget. De par cette aide, nous sommes très bien placés pour engager le dialogue avec les gouvernements sur la politique budgétaire qu'ils

ownership. Er bestaat ook geen efficiëntere en snellere vorm van hulp. Er vloeien geen immense bedragen terug naar consultants uit het Noorden.

Budgetsteun voorziet in middelen om de instellingen te ondersteunen die bevoegd zijn voor publieke financiën, zoals de ministeries van Financiën en de parlementscommissies die toezicht uitoefenen op het budget. Budgetsteun plaatst ons ook in een optimale positie om een dialoog te hebben met de regering over de manier waarop zij haar begroting opbouwt en haar middelen besteedt, en geeft ons in zekere zin – ik geef dat toe – “un droit de regard” op het regeringsbeleid. Begrotingssteun laat regeringen toe om lopende kosten in sociale sectoren, zoals bijvoorbeeld salarissen van onderwijzers, artsen of verplegend personeel, te financieren.

Ik geef toe dat dit een controversieel onderwerp is. Wij kunnen daarover praten. Ik denk wel dat ik sterke argumenten heb om over dat soort hulp te praten.

De tweede uitdaging voor ontwikkelingslanden, naast goed bestuur, is economische groei te ontwikkelen. Ik wil duidelijk zijn: concurrentievermogen en economische groei zijn geen doel op zich. Dit is ook in onze landen zo. Het zijn alleen middelen ten dienste van de mens. De economie als doel op zich leidt tot misbruiken, uitbuiting en partijdige belangen. Het is door economische groei dat de onpartijdige Staat de middelen genereert om te verdelen en de bevolking welvaart te bieden. Daarom kan er geen duurzame ontwikkeling bestaan zonder economische groei. Op dat vlak moet Afrika worden geholpen om een hoognodige stap vooruit te zetten.

Enkele voorbeelden. De gemiddelde kostprijs van een kilowattuur in Afrika is dubbel zo hoog als die in Europa of Latijns-Amerika. Transportkosten liggen in Zuid-Afrika dubbel zo hoog als in andere ontwikkelingslanden, vooral in landen zonder toegang tot de kust, waardoor die kosten tot 75% kunnen bedragen van de waarde van de export. Gebrekkige toegang tot water, energie en communicatie zijn evidente handicaps. Zonder gelijke regionale transportnetwerken wordt het heel moeilijk om competitief te zijn. Infrastructuur is dus een cruciale uitdaging.

Vandaar ook dat het Europees Ontwikkelingsfonds naast goed bestuur, massaal inzet op economische ontwikkeling en infrastructuur. Die steun wordt vooral toegespitst op economische regionale integratie. De creatie van regionale markten is namelijk de enige mogelijkheid voor de landen om een voldoende groot hinterland uit te bouwen voor hun ondernemingen. Het tiende Europees Ontwikkelingsfonds zet zo'n 5,6 miljard euro op de ontwikkeling van regionale, economische integratie en infrastructuur.

Hilde Vautmans, voorzitter, neemt plaats naast Josy Dubié.

Hilde Vautmans, présidente, prend place aux côtés de Josy Dubié.

Si l'Europe veut vraiment peser sur la mondialisation, elle aura besoin de son poids consolidé. En tant que commissaire, je me suis efforcé de faire en sorte que la politique de développement devienne aussi un domaine d'intégration européenne forte. Ce n'est pas gagné! Tous les instruments nécessaires ont été créés mais, quand je vois à quel point les politiques extérieures des États sont encore pétries

mettent en œuvre et sur l'affectation des ressources, et nous pouvons assurer un suivi de la politique gouvernementale.

S'ils veulent parvenir à un développement durable, les pays en voie de développement doivent absolument réaliser une croissance économique étant donné que c'est de cette manière que l'État peut créer et répartir de la prospérité. Toutefois, actuellement, le continent noir est aux prises avec des frais excessifs en matière d'énergie et de transport, ainsi qu'avec un accès déficient à l'eau, à l'énergie et aux moyens de communication. Aussi le Fonds européen de développement investit-il massivement dans le développement et les infrastructures économiques en mettant l'accent sur l'intégration économique régionale, 5,6 milliards d'euros étant réservés à cette fin.

Ook het ontwikkelingsbeleid moet een domein voor verregaande Europese integratie worden. Er bestaat al een gemeenschappelijke basis van waarden, beginselen en

d'imperium, il faudra encore un peu de temps pour obtenir les premiers résultats. Certaines choses avancent et je vais m'en expliquer.

Dans le consensus européen pour le développement, un socle de valeurs, de principes et d'instruments communs a été mis en place, complété par des politiques sectorielles. Je vous ai, par exemple, parlé de la gouvernance ou des politiques géographiques, notamment la stratégie Union européenne/Afrique agréée au niveau de l'Union.

Le développement est une compétence partagée selon le Traité et le restera sans doute dans un avenir proche mais les bases d'une véritable politique commune ont été clairement jetées, endossées et acceptées politiquement par les trois institutions de l'Union européenne. Cette approche de type fédérateur est nécessaire si l'Europe veut valoriser son leadership européen en matière d'aide au développement. Je pense qu'il est inutile de rappeler – mais je le fais quand même – que l'Union européenne est le plus grand bailleur de fonds en termes d'aide globale au développement. Environ 56% du volume de l'aide globale provient de l'Union européenne.

Sous l'impulsion de la Commission, les États membres ont pris, en 2005, la décision historique d'allouer 0,56% et 0,7% de leur PIB à l'aide au développement d'ici respectivement 2010 et 2015. De plus, l'Union européenne s'est engagée à ce que la moitié de ces 20 milliards d'euros supplémentaires par an, qui seront dégagés d'ici 2010, bénéficie à l'Afrique.

Concrètement, cela signifie que l'aide publique au développement annuelle de l'Union européenne devrait passer de 46 milliards d'euros par an à 66 milliards en 2010. Elle devrait dépasser les 90 milliards en 2015. L'Union européenne doublerait ainsi son aide entre 2003 et 2010, à condition bien sûr que les États membres respectent leurs engagements, ce qui est aussi loin d'être gagné! En effet, j'entends parfois des chefs d'État faire des discours extrêmement généreux, par exemple, à Rome à la FAO, annonçant avec une grande audace qu'il faut augmenter l'aide publique, alors que dans leur propre pays, ils ont commencé par la diminuer de 16%. Cette incohérence est assez curieuse! Notre rôle – et mon rôle à la Commission – est évidemment aussi de dénoncer cela, ce que nous avons d'ailleurs fait.

Je reconnais que les parlements nationaux peuvent nous aider grandement dans ce volontarisme politique qui est loin d'être présent. Pour vous donner une idée, en 2006, nous avons dépensé 47,6 milliards d'euros. En 2007, ce n'est plus que 46 milliards d'euros, à savoir 1,7 milliard d'euros en moins. Pour la première fois, non seulement on stagne mais on est en diminution! Quel est, politiquement, le prolongement de cela? C'est que, quand l'Europe ne progresse pas, les autres donateurs ont aussi tendance à s'autoriser une diminution ou une stagnation. En d'autres termes, ce n'est pas le meilleur argument pour entraîner les autres donateurs!

Au rythme où vont les choses, les Objectifs du Millénaire pour le développement ne seront pas atteints en 2015, en tout cas, pas en Afrique subsaharienne.

Alors que ce constat devient de plus en plus clair, la communauté des

instrumenten, aangevuld met sectorgerichte beleidsopties. Het Verdrag bepaalt dat ontwikkeling een gedeelde bevoegdheid is en dat zal in de nabije toekomst ongetwijfeld zo blijven, maar de drie instellingen van de Europese Unie hebben de fundamenteën voor een echt gemeenschappelijk beleid gelegd, bekrachtigd en politiek aanvaard.

De Europese Unie is de grootste geldschieter wat de algemene ontwikkelingshulp betreft. De Unie heeft beloofd om tegen 2010 twintig miljard euro per jaar meer te besteden en de helft daarvan is voor Afrika bestemd. Dat kan alleen als de gedane beloften worden nagekomen. Staatsleiders houden soms redevoweringen waarin ze uiterst vrijgevig zijn en argumenteren dat de officiële ontwikkelingshulp moet worden opgetrokken, terwijl ze deze in eigen land met 16 percent hebben verlaagd. Het is onze rol en mijn rol bij de Commissie om dergelijke feiten aan de kaak te stellen, zoals we gedaan hebben. De nationale parlementen kunnen zeker hun steentje daartoe bijdragen.

Tussen 2006 en 2007 heeft Europa 1,7 miljard euro minder aan ontwikkelingshulp besteed. Wat niet bepaald een goed argument is om andere schenkers te overtuigen.

Als Europa niet vooruitgaat, hebben de andere geldschieters eveneens de neiging om hun hulp terug te schroeven of te laten stagneren. Bij dit tempo zullen de Millenniumdoelstellingen niet tegen 2015 worden gehaald. De gemeenschap van geldschieters dreigt evenwel af te haken. Die toestand is verontrustend en moet worden gecounterd.

Ook Europa geeft er de brui aan. We houden ons woord niet. Tijdens de toppen van Accra, New York en Doha zullen onze prestaties en onze zwakheden in

bailleurs de fonds tend, comme je viens de le dire, à décrocher par rapport aux engagements qu'elle avait pris en 2002, lors du sommet de Monterrey, sur le volume de l'aide. Cette situation est alarmante et nous devons la dénoncer.

L'Europe aussi décroche. La chute du volume de l'aide en 2007 en est la preuve. C'est un sujet majeur de préoccupation pour la Commission européenne. En effet, les promesses que nous avons faites ne sont pas tenues, ni nos engagements respectés. Cette défaillance collective de l'Union est inadmissible.

Les sommets d'Accra, de New York et de Doha vont mettre nos performances et nos faiblesses en lumière.

Certes, nous restons le partenaire le plus important des pays en développement, mais nous ne devons et ne pouvons en tirer aucune gloire. Nous avons échoué à accroître notre aide productive, l'année dernière.

Vous avez, pas plus tard qu'il y a quinze jours, reconfirmé les engagements politiques et les objectifs financiers de 2010 et de 2015. Il était important de le faire. Mais ces engagements, déjà pris en 2005, n'ont pas été tenus en 2007. Dans ces conditions, pourquoi pourrait-on encore nous croire? Comment pourra-t-on tenir nos promesses pour 2010 et au-delà.

Pour ma part, je n'ai trouvé qu'une seule solution à ce problème. Je l'ai proposée au Conseil qui a accepté de reconfirmer les engagements pris, mais avec toute une série "d'élastiques", de "petites menottes", de réticences ou d'échappatoires. J'ai également fait une autre proposition. Ainsi j'ai demandé de non seulement reconfirmer, mais aussi de présenter un plan pluriannuel de faisabilité de manière à avoir une sorte de "benchmark" permanent et de me donner la possibilité de faire un rapport, chaque année, concernant nos performances par rapport à nos engagements.

Je dois vous dire que cette proposition a donné lieu à un débat nettement plus ardu. En effet, on sent bien qu'un certain nombre d'États veulent clairement revenir sur leurs engagements de 2005. Il va donc falloir faire preuve d'une grande mobilisation et d'un grand volontarisme à ce sujet.

Je suis assez content, même si je suis un peu ennuyé de le dire, que la Belgique ait marqué son accord sur ses engagements sans rechigner. Elle n'a montré aucune réticence à ce sujet. Je suis très content, ce également à titre personnel. Mais je dois dire très objectivement que j'ai des craintes quant à un certain nombre de pays.

À mon avis, l'Europe ne pourra assumer son rôle de leader mondial que si elle rend son action extérieure plus cohérente. C'est l'objectif clef de la démarche de promouvoir une approche conjointe de tous les États membres et de la Commission.

Nous nous sommes mis d'accord, en 2005, sur des principes communs pour notre aide au développement en adoptant le consensus européen. C'était le premier pas à franchir. En effet, il fallait nous mettre d'accord sur une vision commune. Il fallait que les

het licht worden gesteld. Al blijven we de belangrijkste partner van de ontwikkelingslanden, we zijn er vorig jaar niet in geslaagd onze productiesteun op te voeren.

U hebt de verbintenissen voor 2010 en 2015 herbevestigd. Dat was nodig. Maar die verbintenissen, die al in 2005 zijn aangegaan, werden in 2007 niet gerespecteerd. Hoe kan men ons in die omstandigheden nog geloven?

Zelf heb ik slechts één oplossing voor dit probleem gevonden. Ik heb ze voorgesteld aan de Raad die ermee heeft ingestemd de aangegane verbintenissen te herbevestigen, zij het mits een hele reeks achterpoortjes. Ik heb ook gevraagd dat er een over verscheidene jaren gespreid haalbaarheidsplan zou worden voorgesteld en dat men mij de mogelijkheid zou geven om jaarlijks verslag uit te brengen over onze prestaties. Dat voorstel heeft aanleiding gegeven tot een heel wat moeilijker debat. Sommige lidstaten willen immers duidelijk op hun verbintenissen van 2005 terugkomen. Het verheugt me enigszins dat België zonder morren met die verbintenissen heeft ingestemd. Over een aantal andere landen heb ik echter mijn twijfels.

Volgens mij kan Europa zijn rol als wereldspeler alleen ten volle spelen indien het coherenter optreedt. Dat is precies wat men wil bereiken door een gezamenlijke aanpak van alle lidstaten en de Commissie te promoten. We zijn het in 2005 over de Europese Consensus eens geworden: de principes moesten worden gedeeld, we moesten een zelfde opvatting hebben en een zelfde strategie volgen. De toepassing van die principes veronderstelt evenwel dat onze beleidslijnen coherent zijn en dat de ontwikkelingspartners hun acties

principes soient partagés, que nous ayons une même conception et, d'une certaine manière, une même stratégie. Mais la mise en œuvre de ces principes implique une cohérence et une coordination accrues. Il faut une cohérence entre nos politiques et nos objectifs de développement, d'une part, et une coordination entre les partenaires au développement des différents États membres, d'autre part.

Ce n'est pas un travail facile de maintenir la cohérence entre nos politiques. Je pense par exemple à la question des bio-carburants. Il est évident que la politique énergétique est plutôt favorable à une production de ces bio-carburants; attention cependant: cela peut créer une concurrence avec les intérêts des pays en voie de développement. On voit le rôle que cela a pu jouer dans le cadre de la crise alimentaire, même si, aujourd'hui, il est probable que l'on en exagère l'effet sur l'augmentation des prix. Il est évident, néanmoins, que si cela se poursuivait, ce ne serait pas sans conséquences. C'est un exemple qui illustre la difficulté de trouver des politiques cohérentes entre les intérêts bien compris de nos concitoyens européens et les intérêts bien compris du monde en développement.

Nous travaillons donc activement à ce sujet. Des études sont réalisées afin d'observer les effets d'une politique sur la politique de développement. Onze compétences ont été identifiées, et ce depuis 2005. Ces compétences peuvent avoir un effet sur le développement: à chaque fois qu'une mesure est prise, une étude d'impact est faite afin d'en mesurer les conséquences.

Nous avons progressé en 2003 et 2005 sur les dossiers agriculture et pêche, notamment en faisant évoluer nos politiques internes, afin que non seulement elles ne s'opposent plus aux objectifs de développement mais aussi qu'elles accompagnent nos efforts dans les pays en développement.

Je peux citer l'apport que constitue, dans un grand nombre de pays côtiers africains, la conclusion de nouveaux accords de pêche dont la dimension de développement est majeure.

En matière de commerce, l'UE est le principal partenaire commercial des pays les plus pauvres. Près de 40% de nos importations proviennent de pays en voie de développement. Nous avons le marché le plus ouvert aux pays en voie de développement. En 2003, environ 80% des exportations issues de ces pays sont entrées en UE, exemptées de taxes ou taxées à des taux réduits. Nous sommes le principal importateur de produits agricoles provenant de pays en développement, plus que les États-Unis, le Japon et le Canada réunis.

Nous travaillons à l'incorporation de la dimension développement dans les négociations de Doha et nous négocions les accords de partenariat économique avec les pays de la zone Afrique/Caraïbes/Pacifique dans le but de faciliter les échanges, d'intégrer les pays les plus pauvres à l'économie mondiale et d'appuyer le développement des capacités lorsque c'est nécessaire.

Si l'UE a développé les APE, suite à une décision de l'OMC, c'est parce qu'elle constate qu'en 50 ans d'aide au développement, les pays ACP ne parvenaient toujours pas à s'intégrer dans l'économie mondiale.

coördineren.

Dat is geen gemakkelijke taak. Zo is het energiebeleid bijvoorbeeld de productie van biobrandstoffen genegen, maar die treden dan weer in concurrentie met de belangen van de OL (ontwikkelingslanden). We werken dus actief aan dit dossier.

In 2003 en 2005 hebben we vooruitgang geboekt in de dossiers landbouw en visserij, met name door ons intern beleid te sturen zodat het niet enkel niet zou indruisen tegen de ontwikkelingsdoelstellingen maar ook onze inspanningen in de OL zou ondersteunen.

Wat de handel betreft, is de Europese Unie is de belangrijkste handelspartner van de armste landen. We hebben de markt die het meest openstaat voor OL. We werken aan het opnemen van de dimensie ontwikkeling in de Doha-onderhandelingen en we onderhandelen over de EPO's (Overeenkomst inzake economisch partnerschap) met de landen uit de zone Afrika, de Caraïben en het Stille Oceaan. De Europese Unie heeft de EPO's uitgebouwd omdat ze vaststelde dat in vijftig jaar ontwikkelingshulp, de ACP-landen er nog steeds niet in slaagden zich te integreren in de wereldeconomie. Het gaat er niet om de markten open te stellen voor Europese bedrijven ten koste van de ACP-producenten maar integendeel, de OL te helpen hun markten uit te breiden.

Het is op die manier dat ze zullen kunnen meespelen op de wereldmarkten en meer voordeel zullen kunnen halen uit de mogelijkheden die de internationale handel biedt.

In het kader van het heropstarten van de onderhandelingen om tot volwaardige Economische Partnerschapsovereenkomsten (EPO's) te komen, heb ik een

Nous croyons donc que ces nouveaux accords permettront une ouverture lente mais progressive du commerce des marchandises entre l'UE et les pays ACP. Elle sera immédiate pour les marchandises ACP exportées vers l'UE et graduelle pour les marchandises européennes exportées vers les pays ACP.

Les APE représentent bien plus que de simples relations commerciales; il s'agit ici d'opter pour une approche de véritable intégration régionale. Il ne s'agit donc pas d'ouvrir les marchés aux sociétés européennes aux dépens des producteurs ACP, comme certains l'ont prétendu à tort. Mais au contraire, il s'agit d'aider les pays en développement à élargir leurs marchés, à encourager les échanges de marchandises et à stimuler les investissements.

C'est de cette manière qu'ils pourront intégrer les marchés mondiaux et tirer un meilleur parti des opportunités qu'offre le commerce international.

Je voudrais faire une petite parenthèse.

Dans le cadre de la relance des négociations pour aboutir à ce qu'on appelle des "full" APE, je fais étudier pour l'instant le statut particulier du secteur agricole.

Il faut tout de même bien admettre qu'en Europe, on a toujours considéré l'agriculture comme un secteur spécifique de l'économie. On n'a jamais traité l'agriculture suivant les règles absolues de l'économie de marché. D'une certaine manière, l'Europe a développé des mécanismes que je ne qualifierai pas de protectionnistes, mais les puristes pourraient le faire car il s'agissait bien de cela. On a protégé ce secteur.

En ce qui concerne les APE, je me pose une question depuis le début.

Le contexte actuel de la crise alimentaire ne permettrait-il pas de développer des stratégies que j'appellerais de pacte régional, de politique agricole commune régionale ou sous-régionale, de manière à disposer d'une sécurisation et d'un filet de sécurité dans ce secteur prioritaire si on veut lutter contre la pauvreté?

Nous sommes donc occupés à travailler sur cette question. Il y a d'ailleurs un sujet politique auquel vous pourrez être confrontés à un moment donné. Il y a une réserve d'argent dans la PAC qui n'est pas dépensée. Nous discutons pour le moment au sein de la Commission sur la question de savoir si l'on ne pourrait pas utiliser ces moyens pour venir en appui notamment des réponses à apporter à la crise alimentaire. Toutefois, un réel problème se pose, un problème quasi institutionnel. Il faudrait passer cet argent de la rubrique 2 à la rubrique 4, ce qui ne serait pas un précédent, mais presque.

La grande crainte de ceux qui s'y opposent n'est pas de consacrer cet argent au développement mais de créer un précédent et de risquer d'être sollicités, par exemple, par le Parlement européen pour utiliser cet argent à toutes sortes d'autres choses. Vous savez que dès qu'on ouvrira la boîte de Pandore, tout le monde voudra téter la mamelle en question! C'est ainsi d'habitude, il n'y a donc pas de raison que cela

studie gevraagd over het bijzondere statuut van de landbouwsector. In Europa werd de landbouw altijd als een specifieke – én beschermde – economische sector beschouwd. Zou het niet mogelijk zijn om in de huidige context van de voedselcrisis regionale GLB-strategieën te ontwikkelen en zo te zorgen voor een vangnet in die prioritaire sector om de armoede te bestrijden? Het GLB beschikt over financiële reserves die niet worden aangewend. We beraden ons erover of die middelen niet kunnen worden gebruikt om de voedselcrisis te bestrijden. In dat verband rijst er echter een reëel probleem. Die middelen zouden van rubriek 2 naar rubriek 4 moeten worden verschoven, wat niet echt tot een precedent zou leiden, maar wel bijna. Sommigen vrezen dat het hek dan van de dam is en dat iedereen dan van die middelen gebruik zal willen maken voor een heleboel andere doeleinden. Op dit ogenblik beschikt de Commissie niet over een technische oplossing voor dat probleem. In het verleden hebben we dat eenmaal gedaan, voor Galileo, en spijtig genoeg hebben we toen de vergissing begaan ons ertoe te verbinden dat niet opnieuw te doen.

Op het stuk van migratie wordt een coherent beleid gevoerd om de braindrain om te buigen naar een *brain gain*, in het licht van de grote ongelijkheid op het vlak van gezondheid en opleiding in het Zuiden.

Men mag het recht op mobiliteit van de bevolkingen in het Zuiden niet beknotten, maar we moeten er de modaliteiten van definiëren, teneinde zowel aan de behoeften van de migranten als aan die van de landen van herkomst en bestemming tegemoet te kunnen komen. 2008 zal een scharnierjaar zijn voor de migratie, met name met de interministeriële conferentie over migratie en

change.

S'il existait un vrai consensus politique fort au sein du Conseil pour dire qu'il faut mettre le paquet sur le développement agricole en Afrique, cela pourrait aider, mais je vous dis tout de suite qu'on n'a pas la solution technique pour le moment au niveau de la Commission. On a fait cela une fois dans le passé et, malheureusement, quand on l'a fait, on a eu le tort de prendre l'engagement de ne plus jamais le faire. C'était pour Galileo. On se trouve maintenant confrontés aux difficultés techniques de savoir comment on peut canaliser ces moyens sur l'agriculture dans les pays les plus pauvres.

En matière de migration, une politique cohérente vise par exemple à limiter les effets négatifs de la fuite des cerveaux dans les pays en développement. Je pense que nous devons inverser le phénomène de fuite des cerveaux en attraction de cerveaux alors que les inégalités en matière de santé et d'éducation sont considérables dans les pays du Sud: les médecins, les infirmières, les chercheurs sont activement recrutés par les pays développés pour pallier les carences de leurs propres structures.

Je cite souvent cet exemple qui me fait frémir: il y a aujourd'hui à peine cent docteurs en médecine au Malawi, pour une population de douze millions d'habitants. Or il y a plus de cent docteurs d'origine malawite rien qu'au Royaume-Uni. Il ne faut pas restreindre le droit à la mobilité pour les populations du Sud mais nous devons en définir les modalités qui permettent de satisfaire les besoins des migrants comme ceux des pays d'origine et de destination.

Des solutions existent et c'est au niveau de l'Union qu'il faut les chercher. L'année 2008 sera une échéance décisive en matière de migration, notamment avec la conférence interministérielle de Rabat II en octobre sur la migration et le développement.

Cohérence des politiques, donc, mais aussi coordination entre les interventions communautaires et celles des États membres. L'architecture actuelle de l'aide internationale est intenable; c'est devenu une obsession pour moi. L'expérience que j'en ai eue à la Commission me montre une situation dramatique. D'abord, le fait que les États membres rechignent à participer à des consortiums ou à des programmes communs avec une division du travail un tant soit peu cohérente amène à des situations comme celle-ci: un pays comme la Tanzanie, relativement bien gouverné, compte plus de 600 projets rien que dans le domaine de la santé, de moins d'un million d'euros pour 22 donateurs différents. Le président Kikwete me demande quand nous allons comprendre qu'ils n'ont pas la capacité administrative de recevoir des centaines de missions. Rien que pour ces 600 projets, ils doivent traiter 8.000 rapports et 6.000 études par an. Peut-on continuer de la sorte?

J'entends dans tous les discours, notamment la déclaration de Paris, qu'on va tout faire pour arranger la situation, on fait des propositions d'harmonisation, on avance. On a établi un code de bonne conduite sur la division du travail. On oublie souvent un autre argument en la matière: si on n'accepte pas cette division du travail, on fait en sorte que certains pays soient orphelins de l'aide bilatérale. Certes, la Commission leur octroie une enveloppe mais c'est très inégal et très

ontwikkeling in oktober (Rabat-II).

Een coherent beleid, maar ook een coördinatie tussen de communautaire steunmaatregelen en die van de lidstaten. De huidige architectuur van de internationale hulp is onhoudbaar geworden. Het feit dat de lidstaten niet graag meewerken aan gemeenschappelijke programma's met een enigszins samenhangende taakverdeling leidt tot toestanden zoals in Tanzania, waar 22 verschillende donorlanden meer dan 600 projecten van minder dan een miljoen euro steunen. Men beschikt er echter niet over de administratieve capaciteit om honderden missies te ontvangen. Men vergeet ook al te vaak dat indien men die werkverdeling niet aanvaardt, een aantal landen het zonder bilaterale hulp moeten stellen. Het is dus absoluut noodzakelijk dat we in dat verband vooruitgang maken. De code voor de werkverdeling werd aanvaard. Men heeft de lidstaten zelfs voorgesteld om de leiding van bepaalde projecten in handen te nemen. Dat probleem is een van mijn obsessies.

De coherentie, de coördinatie en de toename van de Europese inspanningen inzake ontwikkelingshulp zijn de drie pijlers van de mededeling over ontwikkelingshulp die de Commissie op 9 april 2008 heeft aangenomen. Op de internationale conferenties van Accra, New York en Doha van 2008 zal dit Europese leadership duidelijk worden aangetoond.

Er is veel weerstand tegen de hervorming van het ontwikkelingsbeleid en de lidstaten hebben het laatste woord. We hebben in dergelijke gevallen altijd op België kunnen rekenen.

De Europese Unie is meer dan een economische grootmacht, het is een ontwikkelingsmodel en een gemeenschap van waarden. Onze internationale structuren

injuste. Il faut donc absolument progresser en la matière. Le code de division du travail a été accepté, avant la programmation 2008. On a même été jusqu'à proposer aux États membres de prendre le leadership de certains projets. On ne demande pas un leadership sur chaque projet mais dans une certaine division du travail, on peut déterminer que la Belgique prenne la tête de tel ou tel projet. Tout le monde mettrait alors de l'argent dans ce projet et on obtiendrait ainsi une économie colossale en frais administratifs et une économie d'échelle, sans compter un renforcement de la capacité d'absorption du partenaire. Ce problème est une de mes obsessions.

La cohérence, la coordination et l'augmentation des efforts européens en matière de volume d'aide sont les trois piliers de la communication sur le développement que la Commission a adoptée le 9 avril dernier et qui a fait l'objet de conclusions du Conseil fin mai. Une politique européenne de développement construite sur ces piliers assortie d'une approche plus moderne et plus stratégique devrait se traduire dans de véritables changements sur le terrain. Cette année 2008 nous permettra de montrer ce leadership européen lors des grandes conférences internationales d'Accra (sur l'efficacité de l'aide), de New York (en septembre sur les OMD) et de Doha (sur le volume d'aide).

Cette refonte de la politique de développement n'est pas chose simple, je le reconnais. Les résistances sont très grandes. La Commission peut inspirer par ses propositions et convaincre par son argumentation mais ce sont les États membres qui ont le dernier mot, parfois – je l'avoue – à ma grande frustration!

Devant ce défi permanent, on a toujours pu compter sur la Belgique. Nous n'avons jamais cessé de porter le rêve d'une Europe forte et ambitieuse, vecteur d'un grand projet politique humaniste. La modernisation de votre politique de développement qui est reflétée dans la note de politique générale en témoigne. Nous, Union européenne, sommes bien plus qu'une puissance économique. Je pense que nous sommes un modèle de développement. Ce sont là des valeurs communes. Il convient ici et maintenant de faire face au défi de la pauvreté. Je ne crois pas que la mondialisation soit ce croque-mitaine planétaire agissant au service de quelques-uns au détriment de tous. Il faut la réguler, l'encadrer et veiller, via nos grandes structures internationales, à lui donner une dimension humaine. La mondialisation ne se réduit pas à l'accroissement des échanges économiques. Elle ouvre l'esprit. Elle crée des ponts. Elle tisse des liens et structure le dialogue entre les peuples. Elle permet de réaliser le rêve de tout humaniste, c'est-à-dire créer de véritables chaînes de citoyens du monde, et d'offrir aux hommes et aux femmes des pays partenaires les moyens nécessaires pour qu'ils tracent eux-mêmes les contours de leur avenir et pour qu'ils choisissent librement les pages de cette histoire future auxquelles ils voudront bien nous associer.

Nous devons définitivement rompre avec le conservatisme paternaliste d'une relation donateur-bénéficiaire. Nous devons développer un agenda moderne et ambitieux qui couvre tous les domaines (les domaines politique, économique et les relations humaines). Ce qui est terrible, c'est que nous savons bien, les uns et les autres, ce qu'il faut faire. Nous avons les moyens financiers et techniques mais il manquera toujours la volonté politique. Les

regulariseren de globalisering die meer is dan toenemende economische uitwisselingen. Ze schept bruggen en geeft de partnerlanden de middelen om hun toekomst in eigen handen te nemen. We moeten een ambitieuze agenda rond politiek, economie en menselijke betrekkingen opstellen. We weten wat we moeten doen, we hebben de middelen, alleen de politieke wil ontbreekt nog. Daarom deze oproep.

Onderwerpen zoals de keuze tussen begrotingshulp en projecthulp zijn aan de orde. Ik begrijp niet waarom de Commissie jarenlang 24 tot 25 percent van hun ontwikkelingshulp als begrotingshulp heeft toegekend aan landen zoals Rwanda die aan alle criteria voldoen! Dat is onaanvaardbaar! Ik heb de auditeur van het Rekenhof ontmoet en hij is voorstander van begrotingshulp.

In geval van projectsteun wordt er steekproefsgewijs gecontroleerd. Slechts een beperkt aantal projecten wordt gecontroleerd.

De nationale parlementen staan vaak wantrouwig tegenover begrotingssteun, die veronderstelt dat er een controle is op het geld van de burgers. Projectsteun blijft niettemin nuttig, en in vele gevallen verloopt dit uitstekend.

Die debatten moeten worden gevoerd en moeten resulteren in beslissingen.

parlements sont mieux placés que n'importe quelle instance pour pousser les gouvernants à avoir cette volonté politique. C'est en tout cas ce à quoi je vous convie.

Il y a toute une série de dossiers et de sujets dont il faudra débattre. Personne n'a la vérité tout seul. Par exemple, si vous prenez le choix entre l'aide budgétaire et l'aide par projet, il n'y a pas de réponse unique. Je ne comprends pas pourquoi la Commission, pendant des années, s'est contentée de donner à des pays qui répondent à tous les critères et normes de l'aide budgétaire 24 à 25% de leur aide sous forme d'aide budgétaire. C'est tout simplement inadmissible et je le dis clairement! Ils étaient bons pour 25%. Dans ce cas, je ne vois pas pourquoi ils ne seraient pas bons pour 90%. Je ne dirai jamais 100% car on conserve toujours 10% pour des projets d'aide à la société civile, etc. Le Rwanda, par exemple, répond à tous les critères macro-économiques et de gouvernance. Celui-ci recevait 27% d'aide budgétaire. Il reçoit maintenant 85% d'aide budgétaire. Quand on mesure l'efficacité de l'utilisation des moyens, c'est sans comparaison par rapport à l'aide par projet. En effet, cela permet un réel ownership puisqu'ils sont les véritables maîtres de leur politique. Sont-ils maîtres aveuglément? Non, il y a des contrôles. J'ai d'ailleurs rencontré l'auditeur de la Cour des comptes qui suit ce dossier. Il est totalement favorable à l'aide budgétaire, beaucoup plus qu'à l'aide par projet, parce que, dans l'aide budgétaire, il y a un contrôle systématique et permanent sur 100% et vous voyez les résultats.

Si vous accordez de l'aide budgétaire pour financer la scolarisation des filles, vous pourrez vérifier quelques années plus tard le pourcentage des filles scolarisées, donc le résultat réel de cette politique. C'est très facile puisque les indicateurs existent. En outre, les suivis techniques budgétaires sont systématiques.

En cas d'aide par projet, comment se réalise le contrôle? Il n'est pas systématique, mais réalisé par sondages. Seul un pourcentage des projets est contrôlé.

Cette notion de fongibilité est un argument que j'entends souvent de la part des opposants à l'aide budgétaire. Je ne sais pas si c'est le cas ici, mais les parlements nationaux expriment souvent leur aversion la plus grande à l'égard de l'aide budgétaire. En effet, ils traduisent une sorte de méfiance foncière par rapport à l'utilisation et au contrôle de l'argent des citoyens; c'est juste, mais je tiens à dire que les contrôles sont beaucoup plus réels et vérifiables vis-à-vis de l'aide budgétaire que de l'aide par projets. Cela ne veut pas dire qu'il faut supprimer l'aide par projets. Elle est utile et remarquablement menée dans beaucoup de cas. Parfois pas, mais il est impossible d'exiger 100% de réussite.

Ces débats doivent avoir lieu. Ils doivent être menés honnêtement et aboutir à des décisions.

01.02 Philippe Monfils, sénateur (MR): Monsieur le président, madame la présidente, je voudrais d'abord remercier M. le commissaire de nous avoir exposé de manière approfondie la politique de l'Union européenne en matière de coopération au développement.

01.02 Philippe Monfils, senator (MR): We zouden een en ander moeten kunnen doordenken op basis van de schriftelijke nota.

Sur la base de la note écrite qui sera certainement distribuée aux

parlementaires dans le cadre du débat, il faudrait méditer sur ce qui a été dit.

Josy Dubié, président: Nous allons distribuer cette note immédiatement.

01.03 Philippe Monfils, sénateur (MR): Je voudrais faire trois remarques générales, sans entrer dans le débat de la coopération au développement, d'autres collègues sont plus armés que moi pour le faire.

La première concerne l'Afrique des Grands lacs. Tout le monde le sait, c'est Louis Michel qui, à l'époque, a mis l'Afrique des Grands Lacs dans la tête des décideurs, que ce soit à l'ONU ou ailleurs, et il n'a pas arrêté de le faire. Les explications qu'il a données concernant l'intervention de l'Union européenne dans ce secteur sont très bonnes. Le dialogue, et pas nécessairement la conditionnalité, est un langage, oserais-je dire – je suis parlementaire et pas diplomate –, qui tranche avec les menaces incantatoires que certains ministres ont proféré en bordure d'une piscine de l'ambassade de Belgique à Kinshasa. La position et l'approche du commissaire européen me paraissent plus intéressantes que les menaces et le doigt tendu à l'égard de certains pays, qui ont quand même avancé considérablement dans la voie de la démocratie. J'en sais quelque chose car j'ai été moi-même contrôler les élections à Kinshasa et à Goma.

La question que je pose ici est générale. Les Chinois interviennent partout, pas seulement en Afrique des Grands Lacs mais, par exemple, également en Angola et ailleurs. Comment se fait-il qu'ils soient aussi présents, comme les Indiens, sur un continent où, malgré tout, l'histoire rapproche les Européens et les Africains? La géographie aussi d'ailleurs car, même si l'Europe est un grand village, je pense que le quartier Europe est plus proche de l'Afrique que le quartier Chine ou le quartier Inde. Comment se fait-il que les Chinois soient de plus en plus présents avec parfois, il faut bien le dire, une série de conséquences au niveau du non-respect de conditions élémentaires des droits de l'homme? On sait comment fonctionnent les Chinois dans ce secteur, comme dans d'autres également.

Monsieur le commissaire, ma deuxième remarque concerne l'Union méditerranéenne proposée par M. Sarkozy. Elle remplacerait ou doublerait – ce n'est pas encore très clair – le partenariat euro-méditerranéen. Qu'en pensez-vous? Cela sera-t-il de nature à renforcer – et on pourrait s'en féliciter – la présence européenne dans les conflits et à faciliter une intervention croissante dans un effort de résolution des conflits sur les bords de la Méditerranée? Cela va-t-il entraîner un déplacement des aides financières vers d'autres pays? Quel est votre sentiment à ce propos?

Tout récemment, notre premier ministre était présent au Pérou dans le cadre d'une rencontre Europe-pays d'Amérique du Sud. Quel est, selon vous, le travail que doit mener l'Europe en Amérique latine? Des synergies intéressantes se présentent-elles? Comment envisagez-vous ce "partenariat", ces relations entre l'Europe et l'Amérique latine?

01.04 Miet Smet, senator (CD&V - N-VA): Mijnheer de commissaris,

Josy Dubié, voorzitter: Wij zullen ze laten uitdelen.

01.03 Philippe Monfils, senator (MR): Mijn eerste opmerking betreft de Regio van de Grote Meren, een gebied dat Louis Michel onder de aandacht van de beleidsmakers heeft gebracht. Zijn toelichtingen in verband met de steun van de Europese Unie in die sector zijn een zeer goede zaak, want de nadruk ligt op dialoog en niet noodzakelijk op voorwaarden.

Hoe komt het dat de Chinezen en de Indiërs zo prominent aanwezig zijn op een continent waar het veeleer de Europeanen zijn die door de geschiedenis en de geografie een band hebben met de Afrikanen, met als gevolg onder meer dat de mensenrechten met voeten worden getreden?

Wat denkt u anderzijds over de Mediterraan Unie of Unie voor het Middellandse Zeegebied – een voorstel van de heer Sarkozy – ter vervanging van het Europees-Mediterraan Partnerschap? Welke gevolgen zou dat meebrengen?

Wat voor werk moet Europa in Latijns-Amerika verrichten? Hoe ziet u dat partnerschap?

01.04 Miet Smet, sénatrice

ik dank u voor de interessante uiteenzetting. Ik vind het jammer dat er niet meer parlementsleden aanwezig zijn wanneer er een Europees commissaris komt. Wij hebben er slechts een in België. Ik vind dat er ook een zeker gebrek aan verantwoordelijkheid van het Parlement zelf is.

Ik heb nog een paar bedenkingen en ik zou ook nog een paar vragen willen stellen.

De eerste bedenking en vraag gaat over de criteria van goed bestuur. U zegt dat good governance een van de hoofdlijnen is die de Europese Unie in de ontwikkelingssamenwerking volgt. Welke criteria hanteert men in verband met goed bestuur? Wat is geen goed bestuur? Wanneer zegt men van een land dat er geen goed bestuur is? Wat is het resultaat van die analyse bij de vaststelling dat er geen goed bestuur is? Wordt de hulp dan opgeschort, of wordt er druk op het land gezet, of wordt overgeschakeld van budgethulp naar een ander type van hulp? Wat is het resultaat van de constatactie dat er geen of te weinig goed bestuur is?

Ten tweede, daarbij aansluitend, Europa is waarschijnlijk de enige grote donateur die een aantal voorwaarden aan de ontwikkelingshulp stelt. Dat zegt men althans toch. Die voorwaarden zijn niet puur economisch, ten voordele van degene die het geeft. Men zegt altijd dat China en de VS absoluut geen voorwaarden stellen, dat de ontwikkelingshulp daar wordt gegeven met het oog op de economische ontwikkeling van het eigen land, dus van de donateur. Wij stellen voorwaarden op het gebied van mensenrechten, op het gebied van goed bestuur enzovoort. Klopt de analyse die in het algemeen wordt gegeven? Kan via de VN niet naar een meer algemene richtlijn worden gegaan, die door alle donateurs moet worden gevolgd en niet alleen door Europa en de Europese landen?

Een derde vraag is de volgende. Men zegt mij dat er een verschuiving is van specifieke projecten naar geld geven aan internationale organisaties. Men zegt daarbij dat heel veel geld gaat naar het functioneren van de organisatie zelf. Men heeft het over 30 tot 40%.

Is dat correct? Zijn daarover vanuit de Europese Unie analyses gemaakt? Is het een goede politiek dat men het geld vooral toeschuift naar internationale organisaties?

Ik kom op een volgend punt. Ik merk dat er een verschuiving is van het bepalen door het donorland aan welke projecten men geld zal geven, naar het bepalen door het ontvangend land voor welke projecten het geld wil krijgen. Men geeft veel meer inspraak aan het ontvangend land. De procedure die daarvoor wordt gevolgd, verloopt vaak via de ambassades. De ambassade kijkt in samenspraak met het land voor welke projecten er geld nodig is. Is dat een evolutie die men op Europees niveau promoot? Doet men dat ook in de andere Europese landen en niet alleen in België? Hoe zit het met de evolutie naar die manier van werken?

Ten slotte, u legt terecht de klemtoon op de coördinatie. Wij hebben ondervonden in Congo hoeveel projecten er in een bepaalde streek aanwezig zijn, zonder dat er veel coördinatie gebeurt. U legt terecht de klemtoon daarop. Wanneer u spreekt over coördinatie, spreekt u dan ook over specialisatie? Is het denkbaar dat bepaalde Europese

(CD&V - N-VA): Je voudrais dire tout d'abord combien je suis déçue de constater que les parlementaires portent si peu d'intérêt à cette audition.

Le Commissaire européen nous a expliqué que la bonne administration était un des piliers sur lesquels reposait la politique de l'UE en matière de coopération au développement. Sur la base de quels critères détermine-t-on si l'on est en présence ou non d'une bonne administration? Comment décide-t-on quelles pratiques ne relèvent pas d'une bonne administration? Quelles répercussions une telle appréciation a-t-elle? La coopération est-elle suspendue? Des pressions sont-elles exercées sur le pays concerné? Le type de coopération est-il adapté?

L'Europe est vraisemblablement le seul grand donateur qui conditionne sa coopération au développement au respect des droits de l'homme. La Chine et les Etats-Unis ne font pas de même et si ces pays posent certaines conditions, c'est uniquement pour défendre leurs propres intérêts économiques. Cette analyse est-elle correcte? Ne pourrait-on pas tenter, par le truchement des Nations Unies, d'édicter des directives générales applicables à tous les donateurs?

Nous observons un glissement de l'aide, cette aide étant désormais accordée à des organismes internationaux plutôt qu'à des projets spécifiques. Manifestement, entre 30 et 40 % de l'aide financière servent à financer le fonctionnement interne de ces organismes. Cette analyse a-t-elle déjà été faite et ces pourcentages sont-ils conformes à la réalité? De même, nous assistons à un déplacement de la responsabilité en matière de sélection des projets soutenus, cette responsabilité étant désormais exercée par les pays

landen specialist worden in een of andere sector, zodanig dat de coördinatie ook gemakkelijker wordt? Indien een bepaald land specialist wordt in gezondheidszorg en een ander land in onderwijs, dan wordt natuurlijk ook de coördinatie veel gemakkelijker dan wanneer twaalf landen elk een klein deeltje van het budget in onderwijs of gezondheidszorg investeren. Wordt dat gepromoot vanuit de Europese Unie? Hoe reageren de landen daarop? Het lijkt mij dat men die richting verder zou kunnen uitgaan.

bénéficiaires alors qu'elle l'était auparavant par les donateurs.

Ce qui se passe aussi de plus en plus souvent, c'est que les décisions relatives à la sélection des projets auxquels des capitaux doivent être alloués sont prises en concertation avec les ambassades dans les pays en voie de développement. Les autres pays européens suivent-ils une procédure identique?

Le commissaire européen met à juste titre l'accent sur la coordination car au Congo, par exemple, la coordination est lacunaire compte tenu de la pléthore de projets. M. Michel est-il en outre partisan d'une plus grande spécialisation? Est-il concevable que certains pays européens se spécialisent dans certains secteurs bien spécifiques? Je crois que la coordination s'en trouverait simplifiée. Cette évolution est-elle encouragée par l'UE?

01.05 Georges Dallemagne (cdH): Monsieur le président, madame la présidente, monsieur le commissaire, je vous remercie pour cet exposé extrêmement intéressant sur les nouvelles évolutions et initiatives en matière de coopération au développement. Vous avez raison de dire qu'on doit pouvoir, sur un bilan qui n'est pas toujours très glorieux, avoir de nouvelles approches, de nouvelles pratiques et de nouvelles initiatives.

01.05 Georges Dallemagne (cdH): Wanneer men vaststelt dat de balans inzake ontwikkelingssamenwerking niet altijd even schitterend is, moet men nieuwe praktijken en nieuwe initiatieven bedenken.

J'ai quelques questions concrètes concernant ce nouveau contexte de la coopération internationale.

In Afrika spelen nieuwe actoren zoals China, India of oliepotentaten een rol inzake economische investeringen of samenwerking. Probeert u de praktijken af te stemmen op die nieuwe operatoren? Zijn er discussies bij de Europese Commissie om ervoor te zorgen dat de fameuze *sovereign funds* aangewend worden voor ontwikkelingsdoeleinden en niet als roofdieren worden ingezet om de natuurlijke rijkdom leeg te halen zonder echt voordeel voor de bevolking?

On constate l'arrivée en Afrique de ces nouveaux acteurs que sont la Chine, l'Inde ou quelques pétromonarchies en matière d'investissements économiques ou de coopération. Quelles sont les discussions que vous avez avec ces nouveaux opérateurs pour essayer d'harmoniser les pratiques et essayer de faire en sorte que ce soit une opportunité, et pas l'inverse, pour les pays où se concentrent ces nouveaux fonds? En ce qui concerne les fameux fonds souverains, quelles sont les discussions qui existent aujourd'hui au sein de la Commission européenne pour faire en sorte que ces fonds soient dédiés à des enjeux de développement durable, pour qu'ils ne déstabilisent pas certaines économies et ne se présentent pas comme des fonds prédateurs de certains secteurs de l'économie pour éventuellement contrôler les ressources naturelles sans qu'il y ait un véritable bénéfice pour les populations?

Goed bestuur is een cruciale vraag in de keuze van de ontvangende Staten. In veel

Vous avez parlé, et mes collègues y ont également fait référence, de la bonne gouvernance qui est centrale. Je partage votre point de vue.

Dans beaucoup de pays, on est frappé de voir à quel point des ressources financières et des ressources humaines sont dilapidées simplement parce qu'il y a des problèmes de corruption ou des problèmes de faiblesse ou d'incapacité de l'État. Cela pose un problème, Mme Smet en a parlé, il faut être certains des indicateurs qu'on utilise. Quels sont les tableaux de bord, quels sont les indicateurs? De quelle manière peut-on être le plus précis possible? Quand on en vient à injecter des fonds supplémentaires en fonction du niveau de la gouvernance, il faut qu'on s'entende sur ce point, sinon il risque d'y avoir des dérives de nature politique. Il risque d'y avoir des "chouchous", des pays considérés comme étant plutôt sympathiques auxquels on attribuerait des fonds complémentaires sur base d'une pseudo bonne gouvernance. Existe-t-il un mécanisme de type audit? Vous avez pris l'exemple du Rwanda qui doit bien gérer ses fonds sur le plan de la politique intérieure. Mais on sait aussi que le Rwanda n'est pas tout à fait étranger à certaines formes de déstabilisation dans l'Est du Congo. Il serait intéressant de voir quels sont les critères de gestion, de dépenses publiques ou politiques qui sont pris en compte. C'est un domaine éminemment complexe lorsqu'on juge la bonne gouvernance d'un pays.

Vous avez parlé des pays qui seraient orphelins de l'aide, mais à ce sujet, ne risquons-nous pas d'être confrontés à un problème, dans la mesure où les pays qui sont les plus pauvres, les plus misérables, sont justement ceux qui sont probablement les moins bien gérés? Nous risquons donc bel et bien de concentrer plus d'aide pour les pays qui bénéficient d'une meilleure gestion. Nous attribuerions entre 30 et 50% d'aide supplémentaire sur des critères de bonne gouvernance. Je ne mets pas en question ce principe, mais je pose la question des difficultés d'application, car bien souvent les pays les plus pauvres sont effectivement ceux qui sont les moins bien gérés.

Que fait-on face à une telle situation pour essayer d'injecter suffisamment de moyens dans ces pays?

Ensuite, en ce qui concerne la concentration, la cohérence et la coordination, je trouvais qu'il était intéressant lors du séminaire que le ministre de la Coopération avait organisé, il y a quelques semaines, d'entendre l'OCDE sur cette question. Ils en sont évidemment les grands promoteurs. Ils nous disaient qu'il fallait faire la différence entre les PMA et les Pays à Revenus Intermédiaires. C'est à dire que la question de la concentration ne se posait pas du tout dans les mêmes termes. Autant la Tanzanie avait d'énormes difficultés à absorber une série importante de projets, d'opérateurs et de bailleurs de fonds, autant la Colombie, c'est l'exemple qu'ils prenaient, n'avait pas du tout le même type de difficultés.

En revanche, comme vous l'avez indiqué, il est vrai que la coopération, c'est aussi et de plus en plus un dialogue politique. Car les enjeux de la coopération, ce ne sont pas simplement des masses financières que l'on transfère, mais c'est aussi la question des droits de l'homme, la question climatique et toutes les questions que vous avez relevées. Il est important que nous gardions des contacts avec des pays comme ceux là, à travers un partenariat qui effectivement est différent, mais qui se bat contre les inégalités, les iniquités. Un pays, par exemple, peut avoir un revenu intermédiaire et continuer à avoir des tranches de population qui soient extrêmement défavorisées et où il serait intéressant de garder une coopération.

landes worden de financiële en menselijke middelen verspild door corruptie of de problemen van een zwakke Staat. Zijn de indicatoren en het scorebord dat men gebruikt, betrouwbaar? Anders bestaat het gevaar dat er landen komen die bijkomende fondsen toegewezen krijgen op basis van een pseudo-goed bestuur. Bestaat er een soort audit? U heeft het voorbeeld van Rwanda genomen dat zijn fondsen op binnenlands vlak goed beheert. Maar we weten ook dat een zekere vorm van destabilisering in het Oosten van Congo Rwanda niet helemaal vreemd is.

U zei dat bepaalde landen op het vlak van de hulpverlening stiefmoederlijk worden behandeld, aangezien de armste landen ook de landen zijn die het slechts worden bestuurd. Door 30 of 50 procent bijkomende hulp toe te kennen op grond van criteria inzake goed bestuur, dreigen we de middelen van wie ze meest nodig heeft nog af te zwakken.

Vervolgens moet een onderscheid worden gemaakt tussen de minst ontwikkelde landen (MOL) en de middeninkomenslanden. Zo ondervindt Tanzania problemen met het beheer van het te grote aantal projecten, terwijl Colombia die problemen niet heeft. In landen met een gemiddeld inkomen kunnen sommige lagen van de bevolking in extreme kansarmoede verkeren en kan het interessant zijn een samenwerking te behouden. Ik denk dat rekening moet worden gehouden met de aard van de hulp die we elk land moeten bieden. Samenwerking wordt meer en meer een politieke dialoog en is niet langer louter een overdracht van financiële middelen. Het gaat ook om de mensenrechten, het klimaatvraagstuk en alle vragen die u heeft opgeworpen.

U heeft ten slotte aangegeven dat ontwikkelingssamenwerking soms

Je pense que, dans le domaine de la concentration, ici en Belgique on débat à propos du nombre de pays intermédiaires. Il faut être attentif à ne pas mener une politique qui ne tiendrait pas compte des différences de type d'aide que nous devrions avoir avec chacun d'entre eux.

Enfin, au sujet de la politique agricole commune, vous aviez indiqué que parfois vous pouviez être en opposition avec certaines politiques de la Commission européenne. Comment menez-vous le débat actuellement, en tant que commissaire au développement, par rapport à la problématique des subventions agricoles européennes et de leur impact éventuel sur la coopération et la crise alimentaire?

01.06 Hilde Vautmans (Open Vld): Mijnheer de commissaris, alleszins hartelijk dank voor uw komst. Mijn excuses dat ik iets te laat was, maar ik heb uw nota toch heel snel even doorgenomen.

Wij hebben in de commissie eigenlijk al heel wat sprekers gehoord over onze Belgische wet van 1999 over de ontwikkelingssamenwerking. Ik moet u zeggen dat een aantal punten vandaag nog niet aan bod is gekomen. Ik wil u die toch even voorleggen, als het ware uw advies vragen, gezien uw expertise in ons land.

Een eerste debat dat wij hier vaak voeren, is of de Europese lidstaten zich moeten beperken tot een aantal concentratielanden. U weet dat wij er 18 hebben. Wij zijn van 25 naar 18 gegaan. Moeten wij verder concentreren of zegt u dat er andere mechanismen nodig zijn om de hulp efficiënter, coherenter en meer op mekaar afgestemd te maken?

Ten tweede, wij hebben in onze wet ook een definitie van het aantal sectoren. Onze minister van Ontwikkelingssamenwerking wil eigenlijk per concentratieland het aantal sectoren tot twee beperken, terwijl er in de wet nog vijf staan. Wat is uw gevoel over het aantal sectoren? In uw nota vermeldt u vooral dat infrastructuur toch wel heel belangrijk is. Wat is uw gevoel bij het aantal sectoren? Gaat het dan naar landen die zich moeten specialiseren? Is dat eigenlijk de teneur waar Europa ons naartoe wil sturen?

Een derde debat dat hier ook gevoerd wordt, zijn de verhoudingen tussen de verschillende mechanismen van ontwikkelingshulp. Ik hoor van u dat u een heel sterke voorstander bent van budgethulp. Ik moet u zeggen dat ik daar altijd enigszins sceptisch tegenover heb gestaan, maar dat ik wel de voordelen van budgethulp inzie. Eigenlijk denk ik dat er daar toch ook voorwaarden en beperkingen aan zijn. Denkt u dat ook ons land meer budgethulp moet geven, weg van de projecten? Misschien zijn dat gevaarlijke vragen die ik u stel, maar wij nodigen u natuurlijk ook uit om ons debat een beetje te voeden en onze reflectie wat pittiger te maken. Moet België meer naar budgethulp gaan?

Een vierde punt dat ik graag aan u wou voorleggen, is het volgende. Wij zijn het hier in de commissie volgens mij allemaal eens over het feit dat er meer coherentie moet zijn tussen de verschillende landen. Alle landen hebben een tamelijk budget. Wij hebben allemaal ingeschreven dat wij naar de 0,7 gaan. Hoe komen wij nu tot die grotere coherentie? U schrijft dat ook in uw beleidsnota. Welke

haaks kan staan op bepaalde andere beleidsmaatregelen van de Europese Commissie zoals het GLB. Hoe kunnen die conflicten tussen de Europese landbouwsubsidies en hun eventuele gevolgen voor de ontwikkelingssamenwerking en de voedselcrisis worden opgelost?

01.06 Hilde Vautmans (Open Vld): Plusieurs questions n'ont pas encore été abordées aujourd'hui. J'aimerais connaître l'avis du commissaire européen à ce sujet.

Le commissaire européen estime-t-il que les États membres européens doivent se concentrer sur les pays dits de concentration?

Plusieurs secteurs sont définis dans notre législation. Notre ministre de la Coopération au développement souhaite limiter le nombre de secteurs par pays de concentration. Le commissaire européen a déjà souligné aujourd'hui que les infrastructures constituent un secteur très important. Quelles sont précisément les attentes de l'Europe?

Il existe différents mécanismes en matière de coopération au développement. Le commissaire européen préconise l'aide budgétaire. Je suis sceptique à cet égard, car ce système présente malgré tout un certain nombre de limites. Le commissaire européen estime-t-il que nous devons opter davantage pour l'aide budgétaire et soutenir moins de projets?

Tout le monde s'accorde pour dire qu'il faut plus de cohérence, mais comment en assurer l'ancrage légal? Des attachés de différents pays européens travaillent au Congo, par exemple, sans qu'il y ait de concertation structurée entre eux. L'Europe ou la Belgique

instrumenten kunnen wij in onze wet inschrijven om die coherentie op Europees gebied te bereiken? Wij kunnen dat principe wel huldigen, maar uiteindelijk hebben wij een wet die de basis vormt. Hoe gaan wij daarmee om? Welke bepalingen raadt u aan om in onze wet in te schrijven om de coherentie tussen de Europese landen te bevorderen?

Ik geef een voorbeeld. Ik ben dit jaar twee keer in Congo geweest. We zien daar een aantal attachés van de coöperatie van de verschillende Europese landen. Ik kom daar de attachés van onze buurlanden tegen, maar eigenlijk hebben die geen gestructureerd overleg met de Belgische attachés van de coöperatie. Kan Europa daar een rol in spelen? Moet België daar een rol in spelen? Moeten wij dat doen in landen waar wij de lead hebben, waar wij erkend worden voor onze expertise? Hoe kunnen we een en ander ook op het terrein meer structureren?

Ten vijfde, we hebben daar onlangs in Tongeren nog over gediscussieerd, wat met B-Fast? Ik weet dat dat misschien niet binnen onze discussie kadert, maar het is ook een instrument om dringende hulp te bieden. U bent daar Europees mee bezig. Wat kunnen wij als land eventueel nog doen om u bij uw inspanningen op Europees vlak te ondersteunen?

Ik heb nog twee laatste punten. Het is mijn overtuiging als liberaal dat, ook al zullen we de middelen voor ontwikkelingshulp binnen alle Europese landen enorm opvoeren, die landen er toch niet snel genoeg bovenop zullen raken. We zullen moeten gaan naar een systeem waarin ook de privésector gestimuleerd wordt om te investeren in die landen. Wat gebeurt er in dat verband op Europees gebied? Wat zal België kunnen doen om dat te vergemakkelijken, te stimuleren, uiteraard met de nodige voorwaarden? Er is hier al veel gesproken over voorwaarden inzake mensenrechten bijvoorbeeld. Wat kunnen we doen? Wat is uw mening daarover?

Ten slotte, denkt u dat het zinvol zou zijn om als Europa en als België de link te leggen tussen ontwikkelingshulp en migratie? We weten allemaal dat er wel een link bestaat, maar moet het Europees beleid eigenlijk rekening houden met die link? Ik zal het heel concreet maken. Bent u er voorstander van dat wij bijvoorbeeld voor onze concentratielanden, wanneer we de lijst herzien, het criterium van migratie meenemen? Denkt u dat dat zinvol is? Denkt u dat dat nuttig is? Tot hier mijn vragen.

01.07 **Louis Michel**, commissaire européen: Tout d'abord, sans aucune flagornerie, je voudrais remercier les intervenants car toutes les questions témoignent d'une connaissance approfondie du sujet, ce qui me sera utile également car les débats sont loin d'être terminés au sein de la Commission.

Pour l'Afrique des Grands Lacs, il faut voir d'où on vient. Je me souviens qu'à la date où je suis devenu ministre des Affaires étrangères, en 1999, le Burundi était à feu et à sang, le Rwanda occupait la RDC et s'y comportait parfois de manière inacceptable, et la RDC n'était plus nulle part (plus de justice, plus d'administration, plus de politique de santé, plus d'éducation ou d'enseignement, aucun accès aux biens primaires, une capacité de gouvernance nulle) et elle était en plein conflit. Où en sommes-nous aujourd'hui?

peuvent-elles jouer un rôle en la matière? Comment mieux structurer la coopération au développement sur le terrain?

B-Fast permet d'apporter une aide urgente. Comment donner un appui optimal aux efforts européens?

Même si tous les pays européens augmentaient les moyens destinés à la coopération au développement, cela ne serait toujours pas suffisant. C'est pourquoi je suis convaincue qu'il faut inciter le secteur privé à investir dans les pays en développement. Quelle est la meilleure manière de le faire? Qu'en pense le commissaire européen?

Est-il judicieux d'établir un lien entre l'aide au développement et la migration? Faut-il prendre cet élément en compte dans notre législation? Le commissaire européen préconise-t-il de tenir compte du critère de l'immigration pour nos pays de concentration?

01.07 Europees commissaris **Louis Michel**: Uw vragen geven blijk van een gedegen kennis van het onderwerp. De debatten hierover zijn echter verre van gesloten in de Commissie.

Ook al is de vrede nog broos, toch hebben we ons en de internationale gemeenschap terecht gemoeid in het zoeken naar een oplossing voor het conflict in de Regio van de Grote Meren. Een onderwerp dat we nog

Sur l'échelle de l'histoire, les années écoulées ne représentent pas une longue période. Nous avons certainement eu raison de nous impliquer et d'impliquer la communauté internationale dans la résolution de ces conflits. Ces conflits sont-ils définitivement derrière nous? Il ne faut pas rêver: en observant d'où on vient, on peut comprendre que la paix est fragile et qu'il faut tout faire pour consolider le fragile équilibre établi dans ces pays.

Aujourd'hui, je suis désolé de le rappeler, le Burundi a connu des élections démocratiques légitimées par les observateurs internationaux. Le pays est encore en difficulté. J'aborderai d'ailleurs à ce sujet un point dont nous n'avons pas encore parlé. Si vous faites des réformes, il serait bon d'y songer. C'est la question de notre capacité de réaction pour répondre aux besoins immédiats d'un pays en situation de post-conflit. Les instances internationales comme la Commission européenne, la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international, toutes les grandes instances d'accompagnement des politiques de développement appliquent des règles et des procédures si complexes qu'il est impossible de réagir utilement et de démontrer à une population déterminée qu'il y a des dividendes à la paix.

Je pourrais prendre l'exemple de la RDC mais je ne le ferai pas à dessein: le plus bel exemple est celui du Libéria. Ce pays a connu une élection démocratique, la présidente du Libéria a une volonté farouche de redresser son pays, elle est prête à faire les avancées démocratiques les plus fortes, à lutter contre la corruption, à créer un État de droit; elle a seulement besoin d'un peu d'argent de manière immédiate, ne fût-ce que pour améliorer la capacité de son administration, pour montrer que tous ces efforts ont servi directement la population. Or nous sommes incapables de l'aider vite et fort. C'est un vrai sujet. J'ai posé cette question lors de la réunion du steering group de Ban Ki-moon pour laquelle je remplaçais M. Barroso. C'est également devenu l'obsession de la Banque mondiale. Nous n'avons pas la capacité de répondre vite et fort, de manière efficace, à des situations post-conflits pour permettre une période de consolidation des progrès politiques dans un pays déterminé.

Pour ce qui concerne le Rwanda, je dois dire que je suis – je pèse mes mots – admiratif devant la manière dont ce pays évolue.

On peut évidemment parfois se poser des questions du caractère parfois autoritaire du régime en place. Mais, pour ma part, je vois d'où le Rwanda vient. Voici une quinzaine d'années, un génocide abominable y a eu lieu et aujourd'hui, ce pays se reconstruit et essaie de se redonner une identité nationale en cherchant à l'expurger de ses reliefs les plus sordides.

Va-t-il réussir? Je n'en sais rien! C'est évidemment un pari. Mais je vois que l'argent qui est donné au Rwanda est parfaitement utilisé. Il fait de la décentralisation et ce, de manière active. Il mobilise fortement les instances décentralisées. On y constate des progrès importants.

En fait que veut ce pays? Il veut devenir la plaque tournante des services dans toute la région. Tel est son objectif et il investit massivement à ce sujet.

niet aangesneden hebben, is ons vermogen om in de onmiddellijke behoeften te voorzien, teneinde de politieke vooruitgang na een conflict te consolideren. Dat vraagstuk is een grote bekommernis voor de Wereldbank. Door hun complexe regels en procedures kunnen de internationale instellingen die het ontwikkelingsbeleid van de verschillende landen begeleiden, niet snel ingrijpen als aan de bevolking getoond moet worden dat vrede voordelen afwerpt. In Liberia bijvoorbeeld wil de democratisch verkozen Liberiaanse presidente haar land uit het moeras trekken en een rechtsstaat creëren, maar de bescheiden middelen die zij nu nodig heeft, kunnen wij haar niet snel verstrekken.

Wat Rwanda betreft, sla ik de evolutie van het land met bewondering gade. Al kan men de wenkbrauwen optrekken bij het bijwijlen autoritaire optreden van het regime, toch kan men niet ontkennen dat de heropbouw van het land, vijftien jaar na de genocide, volop aan de gang is. De afloop blijft onzeker, maar het geld wordt in ieder geval goed besteed in een logica van decentralisatie.

Wat de Democratische Republiek Congo (DRC) betreft, wil ik eraan herinneren dat het om een enorm groot land gaat dat geen infrastructuur, administratie of leger meer heeft en waar het gerechtelijk en het fiscaal apparaat opnieuw moeten worden opgebouwd. De inzet is niets minder dan het herstel van de regale functies van een staat. Bovendien is het normaal dat een land dat nog maar pas de stap naar de democratie heeft gezet, wat tijd nodig heeft.

Over de manier waarop in het kader van de politieke dialoog boodschappen worden overgebracht, wens ik geen

Pour ce qui concerne la RDC, ceux qui se sont rendus dans ce pays savent ce qui s'y passe effectivement. C'est un pays immense où il n'y a quasiment plus d'infrastructures, d'administrations. Tout le système judiciaire doit être reconstruit. Il n'y a plus d'armée. Il n'y a pas de véritable système fiscal digne de ce nom. C'est un pays, même une nation, mais ce n'est toujours pas un État.

Le véritable enjeu, le véritable défi pour le gouvernement et le président de ce pays, c'est de donner corps à un État, c'est-à-dire reconstruire toutes les grandes fonctions régaliennes d'un État classique.

Bien entendu, cela va nécessiter du temps. On trouvera toujours que les choses ne vont pas suffisamment vite. Mais il faut aussi, quand des régimes viennent de "basculer" – si je puis dire – formellement dans la démocratie, donner un peu de temps au temps.

Je ne disconviens pas que des messages doivent être passés. Cela relève du dialogue politique. Mais la manière dont ils doivent être passés appartient à chacun. Je ne suis pas ici pour juger la manière dont les uns et les autres s'y prennent pour ce faire. Mais pour ce qui me concerne – à partir de cet exemple, j'émettrai une autre considération tout à fait générale –, je suis dans le camp de ceux qui pensent que les discours moralisateurs, quand il s'agit des pays en voie de développement ou, plus grave, les sanctions, ne riment à rien! Et je pèse mes mots! J'attends encore toujours que l'on me donne un seul exemple où les sanctions ont servi. En Irak, certainement pas! Les sanctions qui ont été prises ont juste permis de prolonger le régime de Saddam Hussein. En tout cas, ces sanctions ont empêché la moindre évolution. Si je prends l'exemple des pays qui m'occupent pas mal pour le moment et je pense à toute la Corne de l'Afrique: la Somalie, le Soudan, l'Éthiopie, l'Érythrée, les sanctions qui ont été prises n'ont servi à rien. Ou que quelqu'un me prouve le contraire! Mais en tout cas, pour ma part, je pense que non. Le refrain habituel d'(...) avec qui je suis en contact régulier, par exemple, tourne autour des sanctions.

Le **président** : Et l'Afrique du Sud ?

01.08 **Louis Michel**, commissaire européen: Cela, c'est très différent! Il y a eu une mobilisation à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique. Vous avez raison de citer cet exemple, c'est sans doute le seul. David Miliband, avec qui j'ai parlé de Cuba récemment, vous citera l'Afrique du Sud et l'Iran. Je ne crois pas que, dans le long terme, les sanctions aient servi à quelque chose. C'est mon point de vue.

Je suis allé au Myanmar et si vous pensez que les sanctions vont ouvrir le moindre espace pour ceux qui voudraient être des rénovateurs, oubliez-les! J'ai eu l'occasion de parler avec pas mal de monde là-bas et on m'a dit que les sanctions les condamnaient à ne pas être divergents, c'est-à-dire que les sanctions consolident leur unicité. Les sanctions ne permettent pas à ceux qui ont une volonté d'ouverture de l'appliquer. Mais s'il y avait un dialogue, les rénovateurs pourraient s'y accrocher. Les sanctions conduisent à l'absence de dialogue. C'est une position qui m'est personnelle, tout le monde le sait. Je ne crois pas qu'on fera avancer les choses en agissant de la sorte.

oordeel te vellen. Ik wil evenwel van de gelegenheid gebruik maken om er nogmaals op te wijzen dat moraliserende toespraken en sancties nergens op slaan. Sancties zijn nog nooit ergens nuttig voor geweest, wel integendeel.

De **voorzitter**: En Zuid-Afrika?

01.08 Europees commissaris **Louis Michel**: Dit is waarschijnlijk het enige geval waarin de opgelegde sancties wel ergens goed voor waren!

In Myanmar wordt de dialoog door sancties onderuitgehaald, terwijl de hervormers, die naar openheid streven, die dialoog als kapstok zouden kunnen gebruiken.

Bovendien hebben wij de middelen niet om sancties op te leggen.

De plus, avons-nous les moyens de faire appliquer les sanctions? Le Conseil de sécurité avait décidé en son temps de prendre des sanctions mais où sont les moyens pour les faire appliquer?

Josy Dubié, président: Vous avez raison mais je voudrais ajouter que cela a pu changer le régime en Rhodésie. Il y avait une volonté internationale et on a mis les moyens pour y arriver.

Josy Dubié, voorzitter: In Rhodesië heeft er een regimewissel plaatsgevonden als gevolg van de wil van de internationale gemeenschap; tegelijk werden ook de nodige middelen ingezet om deze wil door te drukken.

01.09 **Louis Michel**, commissaire européen: Le problème est qu'il n'y a plus, aujourd'hui, de volonté internationale une et indivisible. Pour le Myanmar, on sait très bien que si on prend une résolution au Conseil de Sécurité, elle sera arrêtée par les Chinois. Mais c'est un autre débat, dont il serait intéressant de parler.

01.09 Europees commissaris **Louis Michel**: Hier is er geen sprake meer van een "wil van de internationale gemeenschap". Wat Myanmar betreft, zou elke resolutie in de Veiligheidsraad op een Chinees veto stuiten.

01.10 **Georges Dallemagne** (cdH): Le corollaire de cela est qu'on peut se comporter comme on veut sans jamais être sanctionné.

01.10 **Georges Dallemagne** (cdH): Straffeloosheid is dan het logisch gevolg.

01.11 **Louis Michel**, commissaire européen: Je ne le crois pas. Je ne dis pas que les sanctions sont à rejeter dans tous les cas de figure, je dis simplement que, quand on prend des sanctions, il faut qu'on sache qu'elles seront directement ciblées sur les responsables politiques du régime et pas sur la population. Il y a très peu de sanctions de ce type. Les seules sanctions qui présentent un intérêt à mes yeux sont par exemple l'interdiction des visas pour les ministres ou les membres du gouvernement. Je ne dis pas non à cela mais je ne vois pas à quoi peut servir le reste.

01.11 Europees commissaris **Louis Michel**: Ik denk het niet. We moeten met sancties niet de bevolking maar wel de politici treffen, bijvoorbeeld door hun visumaanvragen te weigeren.

Je n'ai pas dit qu'ils pouvaient faire ce qu'ils veulent. Je suis pour le devoir de protéger, et même pour le droit d'ingérence. Si on prend le devoir de protéger, quels moyens avons-nous pour le faire? En Belgique, va-t-on défendre l'idée de mettre des militaires à disposition d'une force internationale pour utiliser la contrainte dans un pays donné? Nos pays sont-ils prêts à faire cela? Quels sont les pays en Europe qui sont prêts à faire cela? Quel pays européen est prêt à envoyer ses militaires au Darfour pour séparer les belligérants avec un mandat d'interception armé ou de riposte des Nations Unies? Si on parle de sanctions, il faut aller jusque-là!

Ik ben voorstander van de beschermingsplicht en zelfs van het recht op inmenging. Maar welke middelen hebben wij? Welk Europees land zal militairen ter beschikking stellen van een internationale strijdmacht met een mandaat voor een gewapende interceptie of tegenaanval?

Dans le contexte politique actuel, le vrai débat est de savoir si nous sommes prêts, au niveau européen par exemple, à envisager une mobilisation de militaires, dans un cadre déterminé, pour faire respecter le droit d'ingérence ou le devoir de protéger.

À ce stade-ci: "forget it"! Ce n'est pas vrai. Je le vois bien! Les limites de ce débat sont là!

01.12 **Georges Dallemagne** (cdH): Monsieur Michel, je suis d'accord avec vous sur le résultat et le bilan qu'on peut faire mais c'est quand même un aveu d'échec, une impuissance par rapport à

01.12 **Georges Dallemagne** (cdH): Dat is toegeven dat men faalt, dat men machteloos is. Van

l'idée qu'on pouvait avoir, voici une vingtaine d'années, des relations du monde, du devoir d'ingérence, de la question des droits de l'homme, etc. Les relations internationales sont aujourd'hui beaucoup plus brutales. Les valeurs que nous défendons sont en recul et nous faisons cet aveu d'impuissance. Les relations seront beaucoup plus dictées par un agenda que nous n'avons pas nécessairement voulu mais qui s'impose de plus en plus aux relations internationales.

01.13 **Louis Michel**, commissaire européen: Notre influence n'est pas déterminée par notre propre agenda. Elle est déterminée par l'agenda d'autres – je dirais quasiment au singulier – mais pas par notre agenda. Elle est déterminée par deux choses: par l'agenda extérieur d'une autre puissance et par notre incapacité à parler d'une seule voix à cette autre puissance. C'est la vérité!

Josy Dubié, président: Messieurs, revenons en aux questions qui ont été posées. C'est un débat en soi! Nous verrons ensuite s'il nous reste du temps.

01.14 **Louis Michel**, commissaire européen: L'Union de la Méditerranée a une vertu, celle de relancer le processus de Barcelone. Pour vous dire la vérité, je n'oserais jamais le dire publiquement mais je crois que, dans le contexte actuel, il y avait une certaine signification et du sens dans la proposition initiale du président français qui visait à créer une union entre les pays directement contigus. Nous sommes d'accord sur le fait que c'était en contradiction avec l'esprit d'unicité européenne mais, in abstracto, cela avait du sens!

Ce genre de relations existe. Ils se réunissent informellement et j'ai, d'ailleurs, un jour été invité à une telle réunion. Je me suis rendu compte que ce type de réunion avait du sens parce que cela répondait très directement à des problèmes très concrets. Pour des raisons que je comprends bien et pour une question d'équilibre politique à l'intérieur de l'Union européenne, dans le fond, cela doit être considéré comme une réactualisation de Barcelone. Je crois qu'il s'agit de cela; on ne peut pas y voir autre chose! Cela a donc une vertu, celle de relancer Barcelone, MEDA!

Quant à l'Amérique latine, c'est un partenaire de longue date. Certains pays en Europe, tels que le Portugal et l'Espagne, ont des liens historiques avec ces pays-là. Il y a aussi des pays émergents comme le Brésil mais aussi l'Argentine. Ce qui a fondamentalement changé, c'est que ces pays-là prennent de plus en plus conscience de leur force et avancent ainsi dans une posture d'indépendance par rapport au monde. C'est assez normal. C'est un peu ce qui se passe en Afrique par rapport à la Chine. Ces gens prennent conscience qu'ils peuvent être des acteurs majeurs politiquement parlant. Ils sont en train de se révéler à la notion de puissance et de capacité à influencer. C'est évidemment important. Tout comme vis-à-vis de l'Afrique, nous devons changer notre approche et les traiter avec un peu plus de respect autour des droits et des devoirs. Toute la question cubaine est aussi au cœur de ce débat. Là aussi, on a sanctionné et il y a eu un embargo sur Cuba. Si cela continue, les

de waarden die wij voorstaan, blijft almaar minder over.

01.13 Europees commissaris **Louis Michel**: De invloed die wij uitoefenen op de internationale betrekkingen, wordt niet bepaald door onze eigen prioriteiten, maar door het buitenlandse beleid van een andere mogendheid en door het onvermogen van de Europese landen om zich unisono tot die mogendheid te richten.

01.14 Europees commissaris **Louis Michel**: Het voorstel van de Franse president over een Mediterraan Unie is op zich zinvol, ook al druist het in tegen de Europese filosofie. De verdienste van het voorstel bestaat erin dat het proces van Barcelona een nieuwe impuls krijgt.

Latijns-Amerika is reeds lange tijd een partner. Thans worden die landen zich bewust van hun politieke betekenis en invloed. Wij moeten van aanpak veranderen en hen met meer respect behandelen. En als de situatie in Cuba blijft voortduren, zullen de Verenigde Staten hun betrekkingen met dat land nog voor ons genormaliseerd hebben.

U heeft gelijk, mijnheer Dallemagne. We mogen ook niet om het even wat aanvaarden. Maar we mogen ook niet doen alsof onze neus bloedt en blind zijn voor de vooruitgang die reeds geboekt werd. De Cubanen hebben vooruitgang geboekt. Indien men mensen zoals de heer Dávila weigert te helpen, veroordeelt men hen tot immobilisme en zal men tijd verliezen.

États-Unis auront normalisé leurs relations avec Cuba avant nous. Je crois que c'est ce qui va arriver!

Faut-il accepter n'importe quoi? Pas du tout! Monsieur Dallemagne, vous avez raison! Si, à certains moments, nous sommes amenés à dénoncer, cela va de soi, mais un dialogue s'avère bien plus enrichissant que l'affrontement permanent et l'isolement. Objectivement, il est aussi de notre devoir, lorsqu'un pays difficile fait des progrès ou pose des actes qui vont dans le sens de davantage de démocratie, de cesser d'être aveugles, de faire semblant de ne pas le voir. Les Cubains ont fait des progrès. De plus, il y a un momentum historique. Qu'on ne vienne pas prétendre le contraire! Dès lors, si on refuse d'aider des hommes comme M. Lage Dávila, vice-président de Cuba, qui manifestement est tenté de bouger, on le condamnera à rester dans sa posture habituelle. On perdra du temps! C'est tout ce qu'on fera!

En ce qui concerne la Chine, c'est très simple! Tout d'abord, je voudrais apporter un correctif à un certain nombre d'affirmations. Souvent, on me dit à propos de la Chine, que nous, Européens, nous mettons des conditions à l'octroi de notre aide. Il n'y a rien de moins vrai!

Dat is eigenlijk niet waar. Er zijn geen voorwaarden voor het bedrag. Ik geef het voorbeeld van Zimbabwe. Dat heeft nog altijd hetzelfde bedrag dat het had.

De enveloppe die het krijgt, heeft niets te maken met voorwaarden. Die wordt niet bevrijd onder voorwaarden. Het bedrag wordt bepaald volgens criteria zoals armoede, scolarisering, de grootte van de bevolking. Het wordt dus bepaald door criteria van zwakheden. Er zijn geen voorwaarden.

Er zijn alleen voorwaarden voor budgettaire hulp in landen zonder goed bestuur. Waar het niet mogelijk is budgettaire hulp te verlenen, spenderen wij dat door projecten te steunen van ngo's, soms lokale ngo's, agentschappen van de Verenigde Naties, het Rode Kruis of andere. Er zijn geen voorwaarden.

Er zijn wel voorwaarden voor de modaliteiten.

Le montant qui est attribué à chaque pays est accordé sur la base de critères de fragilité du pays: la population, la présence ou non d'infrastructures.

Je réponds en même temps à la question de savoir sur quelle base on objective l'octroi d'enveloppes supplémentaires "gouvernance".

Ik kan u eigenlijk helemaal geruststellen. Die criteria zijn heel gemakkelijk te bepalen.

Ten eerste, het criterium moet pertinent zijn. Wat betekent dat? Dat betekent dat het programma dat zij voorstellen gericht moet zijn op de zwakheden die werden bepaald in een dialoog met hen.

Het klopt niet dat Europa voorwaarden aan zijn steun koppelt.

Ce montant n'est soumis à aucune condition. Le Zimbabwe reçoit toujours le même montant et ce montant est déterminé sur la base de critères tels que la pauvreté, la participation à l'enseignement et le nombre d'habitants. Les seules conditions d'application concernent l'aide budgétaire dans les pays qui ne disposent pas d'une bonne administration. Lorsque l'aide budgétaire n'est pas possible, nous travaillons par le biais de projets mis sur pied par des ONG, des organisations telles que la Croix-Rouge ou les agences des NU.

Des conditions ne sont prévues qu'au niveau des modalités.

Het bedrag wordt aan ieder land toegekend op grond van criteria met betrekking tot de fragiliteit van het land. Ik kan u geruststellen wat de objectivering van de toekenning van bijkomende "governance-enveloppes" betreft.

Les critères sont limpides. Ainsi, le programme proposé doit être pertinent et doit être axé sur les faiblesses décelées au cours d'un dialogue. De plus, il doit être réalisable tout en étant ambitieux.

Ten tweede, het criterium moet kunnen worden gerealiseerd, het mag geen droom zijn. In sommige programma's komt men met elementen waarvan wij zeer goed weten dat het helemaal onmogelijk is ze te verwezenlijken. Het moet natuurlijk werkbaar zijn. Toch moet het ambitieus zijn. Als het geen stap vooruit is in goed bestuur, dan wordt het niet aanvaard.

In feite is het zeer gemakkelijk om voor zwakke landen, zeer arme landen, zonder goed bestuur, die beslissing te nemen. Hun ambitie ligt dan lager. Als zij goede wil tonen door sommige programma's voor te stellen, dan hebben ze eigenlijk toegang. Ik zal u de lijst geven en u zult zien dat de armste landen dikwijls 25% à 30% hebben. Er zijn slechts 5 landen die 30% gekregen hebben omdat het programma ambitieus is en zij in een trend zitten die helemaal aantoont dat zij dat kunnen. Dat zijn zeer arme landen. Ik weet niet uit het geheugen welke landen het zijn maar bijvoorbeeld Mozambique is daar bij. Zij hebben 30% gehaald. Voor de anderen is het in het algemeen 25%. Het zijn alleen de landen die echt een programma zonder ambitie hebben geleverd die slechts 15% halen. Ik kan u dus geruststellen. Zoals ik gezegd heb, speelt daar geen idee van sanctie. Het is enkel een positieve sanctie. Het zijn niet de beste leerlingen van de klas die het krijgen. Dat was ook de vraag.

Est-ce que ce sont les meilleurs qui vont recevoir le plus? Ce n'est pas du tout le cas. Ce sont ceux qui montrent qu'ils ont agi.

Il est vrai que cela se passe dans un dialogue politique avec nous.

U hebt mij ook gevraagd wat er gebeurt als men, bijvoorbeeld, budgettaire hulp verleent en de controle of monitoring aantoont dat het niet goed werkt of dat het geld dat men krijgt in concreto niet gerechtvaardigd is. Dan is er een opschorting. Bij budgettaire hulp wordt er iedere zes maanden een monitoringrapport ingediend, waarin wij kunnen zien of de doelstellingen die het geld rechtvaardigen, gehaald zijn. Dat wordt van nabij gecontroleerd. Wij kunnen dat stopzetten. Wij hebben dat trouwens al gedaan, bijvoorbeeld in Ethiopië, na de conflicten na de verkiezingen. Zij kregen voor 150 miljoen euro aan budgettaire hulp, maar wij hebben die hulp omgezet in lokale hulp. Wij hebben contracten opgesteld met de gemeenten en de lokale overheden, die het geld hebben gekregen voor sociale hulp, eigenlijk voor hetzelfde, maar het werd dan wel door de basisinstellingen geleverd. Dat werkt zeer goed. Zij verliezen het geld niet. Men verliest het geld niet, maar het geld wordt niet uitgegeven bijvoorbeeld in een land zoals Zimbabwe. Niet omdat wij dat hebben geweigerd, want wij hebben daar programma's gefinancierd met ngo's en allerlei operatoren. Het werd stopgezet omdat Mugabe het niet meer wilde. Hij heeft de Europese hulp geweigerd, behalve dringende hulp. Zo werkt dat.

U hebt een zeer gevoelige vraag gesteld naar de transparantie en naar de manier waarop het geld werd besteed door de agentschappen van de Verenigde Naties. Ik ken geen geval waarin 40 procent administratieve kosten werden aangerekend, maar ik ken wel gevallen waarbij het in het algemeen om 5 procent van het bedrag

S'il ne permet pas d'enregistrer la moindre avancée en matière de bonne administration, il ne sera pas accepté.

Les pays très pauvres et sans bonne administration, mais qui font preuve de bonne volonté en proposant des programmes, ont aisément accès à ces fonds. Les pays les plus pauvres se voient souvent octroyer une part de 25 à 30 %. Seuls cinq pays, parmi lesquels le Mozambique, ont obtenu 30 % parce que le programme était ambitieux et que les tendances observées donnaient à penser qu'ils pouvaient parvenir à leurs objectifs. Seuls les pays sans ambitions obtiennent 15 %, sans qu'il soit question d'une sanction puisque nous ne connaissons que des sanctions positives.

Het zijn niet de besten die het meest zullen krijgen, maar degenen die bewijzen dat ze actie hebben ondernomen. We voeren inderdaad een politieke dialoog met hen.

Si l'on accorde une aide budgétaire et que l'on constate, lors du contrôle ou du suivi, que celle-ci est mal utilisée ou injustifiée, cette aide est suspendue. Dans le cadre de l'aide budgétaire, il faut présenter un rapport de suivi tous les six mois. Tout est donc contrôlé de près. Une suppression de l'aide est tout à fait envisageable. C'est notamment ce que nous avons fait au lendemain des conflits en Éthiopie. Toutefois, le pays n'a pas perdu l'argent car nous avons converti les 150 millions d'aide budgétaire en aide locale. Au Zimbabwe, nous avons financé des programmes pour des ONG et d'autres opérateurs. Nous n'avons rien refusé, mais Mugabe s'y opposait désormais et refusait l'aide européenne, à l'exception de l'aide urgente.

La question de la transparence et

ging, terwijl men heeft geprobeerd om 14 procent te laten betalen, om allerlei redenen die niet goed waren.

U weet waarschijnlijk dat er een probleem bestaat tussen de Cocobu, de begrotingscommissie van het Europees Parlement, en de Commissie. De Cocobu verwijt de Commissie wat te soepel te zijn met de agentschappen van de Verenigde Naties. Daarom ijveren we ervoor om de agentschappen van de Verenigde Naties te verplichten duidelijker te zijn in hun rechtvaardigingen.

Wat is gewoonlijk het antwoord van de agentschappen van de Verenigde Naties? Zij antwoorden dat zij hun eigen systemen en procedures hebben, die zij ook vertrouwen. Hoewel zij het niet met zoveel woorden zeggen, vinden zij dat wij ook hun procedures moeten vertrouwen. Als hun procedures voor hun controlesystemen en controleapparaat duidelijk zijn, zouden wij er ook moeten in geloven.

Er is dus wel botsing qua transparantie en procedures tussen onze controleprocedures en met wat binnen de Verenigde Naties gebeurt. Wij werken daar ernstig aan, maar het is zo.

Ik heb hetzelfde probleem met en dezelfde terughoudendheid voor het principe van de verschuiving van specifieke projecten naar internationale fondsen. Ik beweer niet dat voornoemde fondsen niet nuttig zijn. In sommige gevallen zijn ze uiteraard nuttig. Het aids/hiv-fonds bijvoorbeeld was nuttig. Het heeft evenwel lang geduurd vooraleer voornoemd fonds nuttig werd. Er zijn immers ook problemen geweest. Dat mag ook eens worden gezegd.

Ik heb bijvoorbeeld geweigerd om een voedselonds te steunen, dat enige weken geleden door de heer Jeffrey Sachs werd voorgesteld. Hij heeft trouwens een lobbycampagne gevoerd om de lidstaten, de Europese Commissie en het Europees Parlement te overtuigen. Er bestaan immers instellingen die kunnen doen wat hij door het voedselonds wilde laten doen. Neem bijvoorbeeld de PAM, de FAO of de IFAD. Waarom moet dan nog een ander fonds worden opgericht? Ik heb hem trouwens gezegd dat ik wel begrijp wat hij wil, maar niet dat hij een nieuwe instelling wil creëren om te doen wat andere instellingen al doen.

Laten wij de anderen helpen via financiële mechanismen. Ik heb bijvoorbeeld een hervorming van de PAM voorgesteld. Ik weet niet of jullie dat weten, maar de PAN heeft geen budget. Het krijgt giften die in functie van de vraag, het nut of de hoogdringendheid staan. Zij kunnen dus niet op een ernstige manier proactief werken. Dat is een probleem. Dat is niet het geval voor de FAO. PAM en FAO moeten zich echter ook op hun core business richten.

(...): (...)

de l'affectation de l'argent par les agences des Nations Unies est sensible. Je ne connais aucun cas dans lequel 40 % de frais administratifs ont été imputés. J'ai bien connaissance de situations où il s'agissait en général de 5 % du montant, alors que l'on tentait de faire payer 14 %.

La Cocobu, la Commission du contrôle budgétaire du Parlement européen, reproche à la Commission européenne de faire montre d'un peu trop de souplesse à l'égard des agences des Nations Unies. Nous prônons l'obligation pour les agences d'être plus précises quant à leurs justifications.

Les agences affirment disposer de leurs propres systèmes et procédures, qu'elles jugent fiables, et estiment en fait que nous devons également faire confiance à leurs procédures. Il existe donc un conflit entre nos procédures de contrôle et la méthode utilisée au sein des Nations Unies. On y travaille.

Je suis tout aussi réticent à l'égard du transfert de projets spécifiques vers des fonds internationaux. Je ne prétends pas que ces fonds ne sont pas utiles. Le fonds HIV était utile mais il a fallu longtemps avant qu'il le devienne. Plusieurs problèmes se sont en effet posés.

J'ai refusé de soutenir le fonds alimentaire proposé par Jeffrey Sachs à grand coups de lobbying. Des organisations existantes telles que la FAO peuvent en effet assumer les missions qu'il souhaite confier au fonds alimentaire. J'ai proposé une réforme du Programme alimentaire mondial (PAM), qui ne dispose d'aucun budget mais reçoit des dons en fonction de la demande, de l'utilité ou de l'urgence. Le problème est que le PAM ne peut travailler de manière pro-active. Il en est autrement de la FAO. Le PAM et la FAO doivent toutefois se concentrer sur leur

01.15 Europees commissaris **Louis Michel**: PAM? World Food Programme.

Op dat vlak moet er dus voor mij een hervorming komen.

Ik steun helemaal de idee van specialisatie en concentratie. Het is trouwens niet mogelijk om coherent te werken met een quote of conduct of met een verdeling van de donoren of van het werk. Dat is tegenstrijdig met het feit dat de lidstaten nog veel landen hebben waarop zij hun hulp concentreren. Ik ben dus helemaal voorstander van een beperking van het aantal partnerlanden.

Het zou echter nuttig zijn, mocht al het voorgaande onder de Europese landen worden onderhandeld en bediscussieerd.

Ik ben dus helemaal voor een beperking van het aantal partnerlanden, maar het zou natuurlijk nuttig zijn om dit eens te onderhandelen of te bediscussiëren binnen de Europese landen, ook om geen onevenwicht te creëren. Dat is de richting die ik wil uitgaan. Zouden de lidstaten zich specialiseren, dan zou het zeer gemakkelijk zijn om hen in de leiding te zetten van sommige projecten of thema's. Dat is veel gemakkelijker. Wij promoten dat dus helemaal.

Puisqu'il y a un point commun, je répondrai également à la question de la Chine.

Tout d'abord, j'ai une position de principe à ce sujet: il est extrêmement difficile de demander aux Africains qu'ils n'accueillent pas les Chinois ou qu'ils ne mettent pas en concurrence "développementale", si j'ose dire, ou partenariale, nos propres pays et nos propres institutions avec d'autres puissances, émergentes ou non, à partir du moment où je constate – sans porter de jugement de valeur – que la plupart des chefs d'État et de gouvernement européens, depuis des années, se sont tous précipités en Chine, presque à la queue leu leu, pour s'en faire un partenaire économique et commercial, et surtout pour ne pas rater la plus-value de la dynamique chinoise. Ce serait permis aux chefs d'État et de gouvernement européens d'agir de la sorte, mais ce ne serait pas permis, ce ne serait pas convenable, pour des raisons éthiques et morales, que les Africains le fassent? Sur le plan des principes, j'ai du mal à l'avalier.

Si nous vivons dans un monde global, il faut tout en prendre: les côtés positifs comme les contraintes. Ce ne serait pas convenable de nier aux Africains le droit de chercher des partenariats là où ils le peuvent.

Deuxièmement, je veux ajouter que la grande différence entre, par exemple, la Chine, sur le plan de la politique du développement et l'Europe, y compris les États membres, c'est que l'Union européenne travaille avec des dons. Il n'y a donc aucun risque d'endettement: nous donnons de l'argent qui ne devra jamais être remboursé. C'est notre manière d'aider; qu'on le fasse en payant des projets ou en finançant des infrastructures, il s'agit de dons. Et je rappelle que l'Union européenne – États membres et Commission – participe pour 46 milliards d'euros par an à la coopération au développement. Pour l'Afrique, cela représente à peu près 25 milliards par an.

core business.

01.15 **Louis Michel**, commissaire européen: Je soutiens pleinement l'idée de la spécialisation et de la concentration. Je suis aussi tout à fait pour la limitation du nombre de pays partenaires. Ce point doit donc être négocié entre les pays européens, notamment pour ne pas non plus créer de déséquilibre. Si les états membres se spécialisaient, on pourrait très facilement leur laisser diriger certains projets ou thèmes.

Het is bijzonder moeilijk om aan de Afrikanen te vragen de deur niet open te zetten voor de Chinezen of om onze landen in termen van ontwikkeling niet uit te spelen tegen andere grootmachten, al dan niet groeilanden.

Ik stel immers vast dat de meeste Europese staatshoofden en regeringsleiders zich naar China gerept hebben om de meerwaarde van de Chinese dynamiek niet te missen. Maar is het, om ethische en morele redenen, niet fatsoenlijk dat de Afrikanen dat doen? Daar heb ik het moeilijk mee.

Ik zou er nog willen aan toevoegen dat het grote verschil tussen China en Europa is dat de Europese Unie met giften werkt. Er bestaat dus geen risico op schuldenopbouw. China werkt helemaal niet op die wijze. In de landen met veel minerale of natuurlijke hulpbronnen, werkt China in de vorm van concessionele leningen. Zonder kritisch te willen zijn, is het toch gepast zich enkele vragen te stellen. Nemen we het concrete

La Chine ne travaille pas du tout de la même façon. Dans les pays riches en ressources minérales ou naturelles, la Chine travaille sous forme de prêts concessionnels. Le vocable est intéressant. Mais quel est le danger du prêt concessionnel? Après avoir donné notre position de principe, il me semble avoir le droit, ne fût-ce qu'intellectuellement et moralement, de nous interroger sur la manière dont l'aide au développement se fait avec la Chine, par exemple. Mes paroles ne sont pas critiques, mais il convient de se poser des questions.

Prenons le cas concret d'un prêt concessionnel avec la RDC, mais je pourrais choisir aussi l'Angola. La RDC recevra probablement un prêt concessionnel de 10 milliards de dollars: une première tranche de 5 milliards est déjà accordée et les discussions se poursuivent pour monter à 10 milliards.

En échange de ce prêt, que recevra la Chine? Elle recevra des concessions minières et minérales.

Bien entendu, la question qui se pose alors est celle de savoir pour quelle valeur la Chine peut, en contrepartie de ces 10 milliards, retirer des ressources naturelles du Congo. Autrement dit, jusqu'à quel montant la Chine peut-elle épuiser les ressources naturelles de ce pays?

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt une interview du président de l'Assemblée nationale du Congo, parue dans le magazine "Jeune Afrique", si je ne me trompe, dans laquelle il défendait l'idée – et je la partage – qu'il n'y a pas de raison que ce pays refuse des moyens, si cela lui permet de financer un vrai développement durable. Il ajoutait que, pour le moment, les techniciens se demandent comment les 10 milliards de dollars seront rétribués. Certains experts évoquent une fourchette allant de 35 à 80 milliards de dollars. Il est évident que si une concession de 10 milliards de dollars donne lieu à une rétribution, – on ne sait pas selon quels termes – de 35 milliards de dollars, même s'il y a des frais de transformation, il y a une marge, mais on peut se poser la question de savoir s'il s'agit encore de développement. C'est là une vraie question. Cela doit faire partie d'un dialogue constructif et décripé entre les responsables et nous. Nous avons le droit de poser des questions. Je ne veux pas émettre de jugement à ce sujet. Je dis simplement qu'il s'agit d'un élément important.

Un autre exemple, l'Angola. Si je me rappelle bien, ce pays a un prêt concessionnel de 5 milliards de dollars qui est remboursé par l'exploitation de trois sites pétrolifères pour une période donnée.

Il semblerait qu'il soit prévu dans le contrat entre la RDC et la Chine que si cette dernière ne peut pas extraire ce qui a été convenu, le prêt sera transformé en prêt classique. Il y aura alors un risque d'endettement ou de réendettement du pays.

Vous m'avez demandé quelle est l'attitude politique à avoir. En tout cas, je ne suis pas en faveur d'une politique risquant de mener "à la castagne" avec la Chine. Ceux qui adopteraient une telle politique feraient preuve de niaiserie.

(...): Wat bedoelt u daarmee?

voorbeeld van een concessionele lening met de DRC dat waarschijnlijk een concessionele lening van 10 miljard dollar zal ontvangen.

China ontvangt mijn- of mineraalconcessies als tegenprestatie. De vraag is in welke mate China de natuurlijke rijkdommen van Congo kan uitputten. Het tijdschrift *Jeune Afrique* publiceerde onlangs een interview met de voorzitter van de Nationale Assemblee van Congo die verklaarde dat technici geraamd hebben dat de 10 miljard dollar een tegenwaarde van 35 tot 80 miljard dollar zou opleveren. Is dit nog wel ontwikkelingshulp? De beleids mensen moeten een constructieve en rustige dialoog over dit onderwerp voeren. De overeenkomst tussen de DRC en China zou een bepaling bevatten die stelt dat de lening in een klassieke lening wordt omgezet indien China het afgesproken volume niet kan ontginnen. Met het risico dat de schuldenlast van het land toeneemt.

Ik ben geen voorstander van een dergelijk beleid dat tot moeilijkheden met China kan leiden. De missie onder leiding van Voorzitter Barroso en de negen commissarissen in China viel op een politiek gevoelig moment. Een gepast moment naar mijn mening omdat er echt iets gebeurd is. We moeten driehoeksverhoudingen met hen nastreven.

Ik denk bijvoorbeeld aan de centrales op de Ingawatervallen in de DRC. Eén geldschieter kan zo'n project alleen niet financieren. De Chinezen zijn ook welkom aan de onderhandelingstafel. We kunnen ook programma's met drie partners uitwerken, bijvoorbeeld in het domein van de alternatieve of de hernieuwbare energie. Mijn strategie ten aanzien van China bestaat erin te proberen ze te betrekken bij een

driehoekssamenwerking met ons. Wegens onze procedures kunnen we niet handelen in het kader van een consortium. We moeten er ook rekening mee houden dat het ontwikkelingsaspect geen enkele rol speelt in de betrekkingen tussen China en Afrika. Het gaat om een louter economische aanpak.

Om de Afrikaanse gezagdragers te begrijpen, moet rekening worden gehouden met de context. In een postconflictperiode hebben ze snel nood aan geld om het verschil te maken en te tonen dat het land belang heeft bij meer stabiliteit. Daarbij krijgen ze de keuze tussen het snelle geld van China, waarvoor ze leningen aangaan die echter niet tot schulden leiden, aangezien het om concessies gaat en het geld van Europa of van internationale geldschieters die geen voorwaarden stellen, maar die strikte procedures moeten volgen.

01.16 **Louis Michel**, commissaire européen: Vechten, aanvallen, oorlog voeren, beschuldigen, confronteren maar nogal psychisch.

C'est tout le sens de la mission qui a été menée par le président Barroso et les neuf commissaires en Chine à un moment particulièrement sensible et politiquement difficile. On pourrait d'ailleurs débattre sur l'opportunité de cette mission. Pour ma part, j'estime qu'elle était opportune car il s'est vraiment passé quelque chose dans les relations entre la Chine et l'Europe à ce niveau-là. Il faut essayer d'ouvrir des partenariats triangulaires avec eux. Je vous donne l'exemple d'Inga en RDC. Si on veut refinancer les centrales d'Inga, notamment la nouvelle, un seul bailleur de fonds ne pourra le faire.

Il ne le financera pas parce qu'il ne prendra pas le risque tout seul. On peut mettre autour de la table la Banque africaine de développement (BAD), la Banque mondiale, la Commission européenne, le Fonds pour les infrastructures (BEI-Commission) créé avec Philippe Maystadt, mais aussi les Chinois s'ils sont d'accord. On a ouvert cette discussion et, normalement, je devais retourner en Chine à la fin du mois de juin. À cause des événements qui se sont produits, cela ne sera pas possible. En conséquence, le programme est reporté à début septembre.

Nous pouvons aussi développer des programmes triangulaires, notamment dans l'énergie alternative ou renouvelable. Je pense notamment à l'énergie solaire où la Chine a quelques expériences intéressantes. Ma stratégie par rapport à la Chine, c'est de tenter de les amener dans une coopération triangulaire avec nous. Nous allons

01.16 Europees commissaris **Louis Michel**: Daar ligt het probleem van de betrekkingen tussen China en Afrika.

Zelfs al geeft Europa gratis hulp, de Afrikaanse leiders zullen waarschijnlijk de voorkeur geven aan het geld van de Chinezen dat ze zonder veel omhaal ontvangen en met behulp van hun natuurlijke rijkdommen op een rechtvaardige en eerlijke manier wordt terugbetaald. Zo kunnen ze vlug bewijzen dat ze hun land moderniseren.

Mijnheer Dallamagne, u had het over een audit. Ik begrijp u, maar zodra ik de woorden 'audit', 'consultant', 'voorafgaande missie', 'missie' of 'evaluatie' hoor, word ik bijna gek (*Glimlachjes*). Ik ben er zeker van dat u dezelfde reactie heeft als ik. We hebben immers meer gemeen dan men denkt.

Het wordt zo ingewikkeld dat we

avoir un problème technique. Nous devons dès lors agir en partageant le travail. À cause de nos procédures, nous ne pourrions pas agir en étant véritablement intégrés dans un consortium. La "politique de développement" de la Chine ne doit pas s'appeler ainsi car la Chine n'a aucune approche en matière de développement dans ses relations avec l'Afrique. Sa seule approche est strictement économique. Mon interlocuteur chinois n'est pas ministre du Développement. En Chine, cela n'existe pas. Il s'agit du ministre du Commerce.

Non pas pour justifier mais pour être compréhensif vis-à-vis des leaders africains, je dois à nouveau parler de la rigidité qui régit nos procédures. Il faut bien se rendre compte du choix des leaders africains, notamment en période post-conflit lorsqu'ils ont besoin rapidement d'argent pour faire la différence et pour montrer qu'il y a des intérêts à la stabilisation. Ils ont le choix, d'une part, entre accepter les moyens rapides – je ne dis pas "l'argent facile" – de la Chine ou de certains autres pays émergents en prenant des prêts qui ne se trouvent pas dans le budget de l'État. Le remboursement ne les endette pas puisque ce sont des concessions. En réalité, ce qu'ils font, c'est vendre leurs ressources minières. D'autre part, il y a l'argent de l'Europe ou des bailleurs internationaux qui ne posent aucune condition mais il y a des procédures! C'est là où il y a un malentendu permanent, même chez nous. On dit que les Européens posent des conditions. Ce n'est pas vrai! Nous devons simplement suivre des procédures.

Quel est le citoyen européen qui accepterait qu'on donne 23 milliards d'euros – il s'agit du budget global du FED – ou les 500 millions à notre disposition – cela représente 125 millions par an environ – au Congo sans aucune procédure? Personne! C'est normal; je ne l'accepterai pas non plus. Il y a des limites.

Le problème de la relation entre la Chine et l'Afrique est là.

Prenez par exemple un président d'un pays qui vient de connaître une élection démocratique et qui se trouve devant un défi colossal. Qu'est-ce qui est important?

Prenez la RDC par exemple. Ce qui est important pour lui, c'est qu'il y ait rapidement des infrastructures, des routes – en plus, non seulement cela se voit mais c'est utile –, des écoles, des hôpitaux, etc. C'est cela qui est important. Il doit pouvoir montrer durant son mandat, le plus rapidement possible, un changement physique et "infrastructurel".

Quelle est la proposition que nous lui faisons?

Je me rappelle quand je suis allé avec Wolfowitz. Nous avions un paquet, environ 300 millions de dollars pour 2007, que nous pouvions consacrer directement à des projets. On leur a demandé où étaient leurs projets mais ils n'en avaient pas. On leur a proposé de les aider à mettre des projets sur pied. Ils ont demandé quand ils seraient réalisés. On leur a répondu que si tout allait bien, on verrait les résultats dans trois ans. Dans le cas contraire, dans 15 ans. Je ne rigole pas.

Devant quel choix se trouve le président, qui est un homme politique?

bijna een auditbureau moeten inschakelen om de traceerbaarheid van de audits te traceren! (*Gelach*) Iedereen lacht maar ik overdrijf niet! Er zijn veel - al dan niet competente - adviesbureaus die zich daarmee bezighouden volgens procedures waarop de commissaris helemaal geen vat heeft. Dat alles is vastgelegd in reglementen en procedures. De lidstaten zouden moeten begrijpen dat men een aantal regels moet herzien, als men zich flexibeler wil opstellen.

D'une part, il peut avoir 5 ou 10 milliards de dollars de travaux divers réalisés dans les 2,5 ans qui viennent, terminés, inaugurés et tout le tralala et, d'autre part, l'Europe propose un don qui ne coûte rien. Prendra-t-il d'abord l'argent qui vient facilement, remboursé par ses ressources naturelles de manière juste et honnête mais qu'il recevra directement ou le système de la communauté internationale qui est bouclé, bien conçu, qui offre toutes les garanties. Dans un cas, il peut montrer rapidement qu'il transforme son pays, dans l'autre il le montrera au compte-gouttes, lentement au travers d'arcanes administratifs difficiles.

Monsieur Dallemagne, vous parlez d'audit. Je vous comprends mais dès que j'entends les mots "audit", "consultant", "pré-mission", "mission", "évaluation", je deviens à moitié fou. Sur toutes ces questions, je suis certain que vous réagiriez comme moi; nous sommes plus proches qu'on ne le pense.

Je veux bien vous transmettre le tracé d'un dossier. On a la traçabilité du dossier mais il faut quasiment un bureau d'audit pour nous tracer la traçabilité des audits, tellement c'est compliqué! Quand je dis cela, cela fait rire tout le monde, mais je n'exagère pas! C'est la vérité! Il y a beaucoup de bureaux d'études, compétents ou pas, qui se chargent de cela en suivant des procédures sur lesquelles le commissaire n'a aucune prise. Je n'ai absolument aucun pouvoir de dire oui ou non.

Vous connaissez la question de la Communauté économique des Pays des Grands Lacs (CPGL). C'est essentiel pour le Burundi, le Rwanda et le Congo. Il y a une dimension économique, sociale, politique puisque cela met ces trois pays dans une perspective économique commune. De plus, on sait que cela règle des problèmes particuliers des trois pays. À la Commission, il a fallu que je subisse une pré-mission. Des fonctionnaires partent là-bas pendant trois, quatre ou cinq jours pour étudier le sujet, pour lequel on dispose par ailleurs d'énormément d'informations. Ensuite, il faut désigner une mission, puis il faut désigner des intervenants extérieurs, des consultants qui n'ont rien à voir avec la Commission. Puis, il faut aller vers ce qu'on appelle le "quality support group", c'est-à-dire tous ceux qui n'ont rien à voir avec le développement et qui mettent leur nez dedans! Cela prend des semaines et c'est la réalité! La délégation envoie le dossier et quand telle ou telle personne de tel ou tel département qui n'a rien à voir avec le développement a des hésitations, tout le dossier repart à la délégation! Puis, la délégation reparle avec les autorités locales, et ainsi de suite! Il y a un dossier qui a fait l'aller-retour vingt-deux fois!

Tout cela est ancré dans des règlements et dans des procédures. Je peux vous garantir que je peux mettre du leadership sur ce sujet, vous connaissez mon tempérament. De temps en temps, cela explose! Cela avance mais les États membres devraient comprendre – et je réponds ici à la question concernant la Chine – que si on veut être dans une position plus flexible, il faut revoir un certain nombre de règles.

01.17 **Georges Dallemagne** (cdH): Je suis moi-même un ardent défenseur de la simplification des procédures. Pour préciser la question, il ne s'agissait évidemment pas de compliquer les choses, mais d'avoir une définition précise de la bonne gouvernance, car celle-ci peut signifier tellement de choses différentes. Ce peut être les

01.17 **Georges Dallemagne** (cdH): Goed bestuur kan zoveel dingen betekenen. Kan u ons een nauwkeurige omschrijving van dat begrip geven?

moyens dépensés sur le plan militaire, la manière dont on traite ses forêts...

01.18 **Louis Michel**, commissaire européen: Par indicateur, on entend, par exemple, le pourcentage du budget consacré à l'armée. Un autre indicateur est, par exemple, le pourcentage ou le trend en haut ou en bas de la scolarisation des filles, l'ensemble des éléments qui touchent à la santé, à la collecte fiscale. Tout cela, ce sont des indicateurs. Nous avons les indicateurs de l'OCDE, des Nations Unies, de la Banque mondiale et nos propres indicateurs. Nous disposons ainsi d'une grille de lecture de la bonne utilisation ou non de l'argent, notamment de l'aide budgétaire qui est réelle.

Personnellement, j'ai été très frappé de la rencontre que j'ai eue avec l'auditeur de la Cour des comptes. J'ai été très surpris. Je ne m'attendais pas du tout à cela. Il m'a dit: "Pour nous, Cour des comptes, il est facile de faire un monitoring serré de la manière dont l'aide budgétaire est utilisée, techniquement et matériellement, en termes de transparence". Très honnêtement, il m'expliquait qu'il est plus difficile de systématiser le contrôle de tous les partenaires. D'ailleurs, je pense qu'on doit examiner dans l'aide budgétaire sectorielle la possibilité d'introduire -c'est une des seules obligations que l'on pourrait imposer -, dans le système, des partenaires extérieurs, qu'il s'agisse d'ONG internationales ou locales, qui pourraient être des partenaires d'utilisation de l'aide budgétaire. Eu égard à ce qui précède, le rôle des parlements est, par exemple, extrêmement important.

Il n'y a aucun doute - c'est mon avis - sur la nécessité de réduire le nombre de pays de concentration. Une concertation s'indique naturellement avec les autres pays européens de manière à éviter les pays orphelins. Mais il est clair que l'efficacité du code de conduite sur la division du travail, sur la cohérence et la coordination sera, sans doute, praticable quand les pays auront fortement diminué le nombre de pays de concentration et encouragé la spécialisation à 100%.

U hebt mij gevraagd hoe men privé en publiek kon stimuleren. Wij hebben een businessforum Afrika/Europa gesticht en dat werkt nogal goed. Wat is het doel van zo'n forum? Het doel is mensen van de ondernemingswereld van Afrika en mensen van de ondernemingswereld van Europa bijeenbrengen. Zij geven raad aan de verschillende regeringen om hun wetgeving te wijzigen om een goed investeringsklimaat te creëren. Het belangrijkste is dat dit te maken heeft met governance.

Het zijn raadgevingen die zij uiten, bijvoorbeeld qua belastingsysteem. Het gaat over de garanties die zij willen om op een correcte manier te worden behandeld. De Europese ondernemingen vragen niet om geen belastingen te moeten betalen. Zij zijn helemaal bereid om belastingen te betalen maar zij willen dat op een faire manier doen en niet "geraketteerd" worden. Dat is het verschil.

Dernier point, sauf si j'en ai oublié, la politique agricole commune. Depuis 1992, puis avec la réforme de 2003 et récemment avec le bilan de santé de mai 2008, elle a clairement évolué vers une politique de limitation des distorsions du marché. L'aide est de plus en plus découplée de la production et on a réduit les subsides à l'exportation. L'Europe contribue ainsi à la libéralisation des marchés

01.18 Europees commissaris **Louis Michel**: De percentages van de begroting die aan het leger, de scholing van meisjes, de gezondheid of de belastingheffing worden besteed, zijn belangrijke indicatoren. Daarnaast gebruiken we onze eigen indicatoren en die van de OESO, de VN en de Wereldbank. Aan de hand van die leidraad kunnen we uitmaken of de middelen al dan niet correct wordt aangewend.

De auditeur van het Rekenhof heeft me gezegd dat het makkelijk is om strikt toe te zien op de manier waarop de begrotingshulp wordt gebruikt. Wat moeilijker is, is de controle van alle partners te systematiseren. Voorts moet worden nagegaan hoe we externe partners in het systeem van de sectorale begrotingshulp kunnen opnemen.

Het aantal concentratielanden moet worden beperkt.

Comment pouvons-nous stimuler les PPP? Un forum d'affaires a été mis sur pied dans lequel les entrepreneurs d'Europe et d'Afrique se rencontrent. Ils y donnent des conseils aux gouvernements dans le cadre de la modification de la législation en vue de créer un bon climat d'investissement, par exemple, sur le plan fiscal. Les entreprises européennes sont bien sûr prêtes à payer des impôts, mais elles veulent être traitées équitablement sur ce plan.

Het gemeenschappelijk landbouwbeleid evolueert sinds 1992 in de richting van het beperken van marktverstoringen. De uitvoersubsidies werden teruggedrongen. Europa draagt

agricoles au niveau mondial et elle crée plus de possibilités d'exporter pour les pays en voie de développement. C'est bien, mais il faut formuler quelques remarques pour relativiser les dogmes.

En effet, tous les pays en voie de développement ne profitent pas d'un marché libéralisé. Ceux qui exportent à prix compétitifs comme le Brésil en profitent; ceux qui importent des produits alimentaires en profitent si et dans la mesure où la libéralisation stimule la production et fait baisser les prix. Mais ceux qui exportent maintenant vers l'Union européenne dans le cadre préférentiel de Cotonou vont forcément perdre à cause de l'érosion de leur préférence.

La libéralisation du commerce mène aussi potentiellement à une plus grande volatilité des prix; on en a la preuve aujourd'hui. Enfin, l'impact sera différent pour différents groupes au sein d'un même pays: les grands producteurs en profitent en général, à l'inverse des petits producteurs. De là aussi l'importance de favoriser l'émergence d'une société civile qui ait les moyens de peser dans la balance. Prenez l'Europe: je ne crois pas que les politiques auraient spontanément protégé l'agriculture européenne. Ce sont les organisations syndicales agricoles qui constituaient de puissants lobbies et ont poussé les hommes politiques à prendre leurs responsabilités. La réponse est donc très nuancée. Comme il s'agit de nourriture, nous avons intérêt à donner un traitement particulier à ce secteur.

Je reste persuadé qu'un des aménagements auxquels on doit penser dans les limites de nos possibilités, dans le cadre des accords de partenariat économique qui doivent encore être négociés pour arriver à des partenariats complets, c'est la constitution d'un plan Marshall régional avec l'agriculture qui aurait droit à un traitement spécifique.

Le problème de l'agriculture dans la perspective du développement est multiforme. On ne parle jamais de la question de l'accès aux terres. C'est un premier problème. Par exemple, au Burundi, quand un homme meurt, son épouse ne peut devenir propriétaire de la terre. Ce sont des corrections qu'il faut apporter. Et ce n'est qu'un exemple; le problème n'est pas aussi simple.

Il y aussi toute la question de la filière agricole, de l'accès aux semences et engrais et de l'accès à la technologie. Les infrastructures de désenclavement ont toute leur importance même en Inde mais aussi au Congo, dans la région de Goma. La plupart des agriculteurs de la région de l'Est – ceci n'a rien à voir avec le conflit – produisent beaucoup plus que ce dont ils ont besoin pour leur propre consommation mais tout pourrit sur pièce: ils ne savent pas l'amener au marché le plus proche qui est le marché de Kigali car il n'y a pas de piste. Il n'y a rien! Les infrastructures de désenclavement sont donc essentielles. Or, ceci peut se faire sur le plan régional. Cela a d'ailleurs été prévu dans les accords de partenariat économique.

En ce qui concerne la volatilité des prix, je sais bien que les puristes du libre-échange n'aiment pas cela mais ne faut-il pas, à un moment donné, un mécanisme sous-régional ou régional qui établit une garantie des prix? En effet, si votre prix n'est pas garanti et que celui-ci subit une dépression, de nombreux hectares ne seront plus cultivés l'année suivante. Tout cela est lié et il faut bien s'en rendre compte.

Je suis allé dernièrement à une réunion intéressante plutôt informelle

zo op wereldvlak bij tot de liberalisering van de landbouwmarkten en creëert uitvoermogelijkheden voor ontwikkelingslanden. Alle ontwikkelingslanden hebben geen voordeel bij een geliberaliseerde markt. Degenen die voedingsproducten invoeren, profiteren ervan wanneer de liberalisering de productie stimuleert en de prijzen doet dalen. Degenen die uitvoeren naar de Europese Unie, in het kader van het preferentieel systeem van Cotonou, gaan verliezen door de uitholling van hun preferentie.

De liberalisering van de handel leidt ook tot een grotere volatiliteit van de prijzen waar vooral de grote producenten voordeel uit halen. Het is dus belangrijk de opkomst van een middenveld te bevorderen dat middelen in de schaal kan leggen. In Europa hebben de landbouwersorganisaties er de politici bijvoorbeeld toe aangezet hun verantwoordelijkheden op te nemen.

Het instellen van een regionaal Marshallplan voor de landbouw, die recht zou hebben op een specifieke behandeling, zou een interessante ontwikkeling zijn.

De problemen die zich in de landbouw voordoen met het oog op ontwikkeling zijn veelvuldig. Ze situeren zich onder andere op het vlak van de toegang tot de landbouwgronden, de landbouwketen, de beschikbaarheid van zaden en meststoffen. De ontsluitingsvoorzieningen zijn ook van groot belang, bijvoorbeeld met oog op de toegang tot de markten.

Wat de volatiliteit van de prijzen betreft, zou er geen mechanisme ontwikkeld moeten worden dat een prijsgarantie tot stand brengt?

Tijdens een bijeenkomst in Salzburg van verscheidene

à Salzbourg, notamment en présence de Kofi Annan. Toute une série d'organisations internationales qui s'occupent d'agriculture s'étaient réunies et, à cette occasion, j'avais préparé un dossier que j'ai défendu concernant les bio-fuels. Il faut en parler et voir où c'est possible ou non. Il est clair que, dans un pays qui n'est pas autosuffisant, c'est assez fou de pousser aux bio-fuels.

En ce qui concerne les OGM, je n'ai toujours pas compris pourquoi on prenait la science en otage. Pourquoi faut-il "cracher" sur la science, alors qu'elle peut être utile? J'attends toujours qu'on m'explique si ce principe soi-disant de précaution à 100% est viable. Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit! Je n'ai pas dit que j'étais favorable aux OGM mais je me refuse à condamner ex abrupto une opportunité pour l'autosuffisance. C'est tout ce que j'ai dit! Je peux néanmoins comprendre que ces sujets soient controversés mais parlons-en! Arrêtons par une sorte de diabolisation ou par préciput de refuser d'en discuter car on est contre! Je signale qu'en Europe, on mange des OGM, bien qu'ils soient interdits dans un certain nombre de cas. Je ne tiens cependant pas à polémiquer sur le sujet, même si ces sujets font partie de l'agriculture.

Par exemple, pour avoir accès à nos marchés, tout ce qui est mise à niveau des standards qualitatifs est indispensable. Certains produits transformés devraient pouvoir venir chez nous, à condition qu'ils répondent à des standards qualitatifs. Tout cela relève de la technologie et nous pouvons transférer cela! Nous pouvons apporter tout cela sur le plan régional.

01.19 Jean-Paul Procureur, sénateur (cdH): Monsieur le président, monsieur le commissaire, il est toujours très frustrant d'intervenir dans une deuxième volée de questions, mais j'aimerais quand même poser une question générale et deux questions spécifiques.

La question générale: vous avez répété votre conviction, votre credo selon lequel la mondialisation n'est pas à l'origine des injustices. Vous avez même ajouté qu'il serait possible de créer une mondialisation humaniste – très beau qualificatif –... Oui, j'avais cru entendre "humaniste".

01.20 Louis Michel, commissaire européen: Vous avez songé à "humaniste", vu votre parti!

01.21 Jean-Paul Procureur, sénateur (cdH): Je suis sûr que vous l'avez dit. Ou alors, c'était un lapsus.

En même temps, vous dites qu'il faut réguler la mondialisation, vous avez parlé non d'États forts mais d'États mieux structurés, vous avez parlé d'Europe forte. Je sais qu'il n'existe pas de recette miracle, mais pourriez-vous quand même vous montrer plus concret? Comment faire pour réguler la mondialisation?

01.22 Louis Michel, commissaire européen: Comme je l'ai souvent écrit, qu'est-ce que le problème de la mondialisation? Dans le fond, il faut savoir le pourquoi de l'émergence de la puissance économique.

internationale organisaties die zich met landbouw bezighouden, heb ik ten slotte een dossier over biobrandstoffen verdedigd. De ggo's moeten ook bespreekbaar zijn! Ik heb niet gezegd dat ik daar voorstander van ben, maar ik weiger een mogelijke opportuniteit voor zelfvoorziening ex abrupto te veroordelen. Laten we ophouden een en ander te diaboliseren.

01.19 Jean-Paul Procureur, senator (cdH): U hebt herhaald dat u ervan overtuigd bent dat de globalisering niet aan de oorsprong ligt van de onrechtvaardigheden. U voegde zelfs toe dat het mogelijk moet zijn een humanistische globalisering te bewerkstelligen.

01.20 Europees commissaris Louis Michel: Ik heb het over een humane globalisering gehad. U hebt "humanistisch" gehoord omdat u tot de Franstalige humanisten behoort!

01.21 Jean-Paul Procureur, senator (cdH): Ik ben er zeker van dat u dat zei. Of misschien was het een lapsus linguae. Tegelijkertijd zegt u dat de globalisering moet gereguleerd worden. Kunt u concreter zijn?

01.22 Europees commissaris Louis Michel: Men dient zich af te vragen hoe economische macht

L'Europe a connu cette économie puissante et la connaît toujours. Le grand avantage de l'Europe, c'est qu'elle a maté, formaté, humanisé la force, la dynamique, l'énergie du marché par le contre-pouvoir politique.

01.23 **Jean-Paul Procureur**, sénateur (cdH): Et syndical.

01.24 **Louis Michel**, commissaire européen: Pas seulement. Oui, le syndicalisme est un élément indiscutablement important, mais le politique aussi. Les partis politiques, en fonction de leurs programmes, défendent des visions de partage de la prospérité, et autres. Par exemple, le principe de la capacité contributive du citoyen par rapport à l'impôt, voilà autant de principes européens.

L'Europe a donc réussi à créer non pas un modèle unique, qui n'existe pas encore, mais une culture modélisée de la politique sociale qui fait que les travers, les excès, les risques, les dévoiements, les dérives de l'économie de marché sont dans un carcan, sous contrôle. Et même sous contrôle du peuple, puisque la démocratie va de pair. Au niveau mondial, cela n'existe quasiment pas: le pouvoir politique n'existe pas en tant qu'instrument face aux pouvoirs économique et financier.

C'est ainsi que je ne suis absolument pas d'accord avec les altermondialistes. Ils posent de bonnes questions, mais certains demandent la suppression de l'OMC. Là, je ne suis pas d'accord. L'OMC est la seule organisation qui tente, un tant soit peu, d'organiser le marché, de le réguler. Est-ce suffisant? Bien sûr que non! Pourquoi cela ne va-t-il pas assez loin? Parce que certaines puissances économiques y pèsent de tout leur poids et freinent cette évolution.

Les Nations Unies et son Conseil de sécurité: ce Conseil de sécurité reflète-t-il aujourd'hui, de façon équilibrée, la réalité du monde? Bien sûr que non. La composition du Conseil de sécurité est un relief de l'histoire.

Je ne dis pas que c'est bien ou mal. À mon avis, cela ne permet pas d'avoir une réponse un tant soit peu unique au niveau mondial, par exemple concernant les excès de la mondialisation. Une partie de la réponse à la question que vous posez, et que nous nous posons tous, réside notamment dans la réforme des institutions de Bretton Woods et dans la réforme des Nations Unies.

La réforme des Nations Unies se fait progressivement. Par exemple, ECOSOC n'a pas encore aujourd'hui le pouvoir d'injonction qu'il devrait avoir. J'ai toujours défendu l'idée qu'il fallait donner à ECOSOC un pouvoir similaire avec une meilleure représentativité mais avec une représentation plus équilibrée des réalités du monde. Il faut lui donner un pouvoir d'injonction au moins du même type que celui du Conseil de sécurité. S'il n'y a pas ce pouvoir, il n'y a pas de gouvernement du monde.

tot stand komt. Europa heeft een machtige economie gehad en heeft die nog altijd. Het groot voordeel van Europa is dat het de macht van de markt vermenselijkt heeft door een politieke tegenmacht ertegenover te plaatsen.

01.23 **Jean-Paul Procureur**, senator (cdH): En een syndicale tegenmacht!

01.24 Europees commissaris **Louis Michel**: Maar niet alleen. Het syndicalisme is ontegensprekelijk een belangrijk gegeven maar de politiek ook. Wat Europa dus geschapen heeft, is geen uniek model van sociaal beleid maar een gestroomlijnde cultuur van sociaal beleid waardoor ontsparingen van de markteconomie opgevangen kunnen worden. Andersglobalisten stellen goede vragen maar sommigen onder hen vragen de afschaffing van de Wereldhandelorganisatie (WHO), iets waarmee ik niet akkoord ga. De WHO is immers de enige organisatie die de markt probeert te reguleren. De werkelijke machtsverhoudingen in de wereld worden niet meer in de Veiligheidsraad van de Verenigde Naties weerspiegeld. De samenstelling van de Raad is een "historisch" overblijfsel.

Uw vraag wordt met name gedeeltelijk beantwoord door de hervorming van de instellingen van Bretton Woods en van de Verenigde Naties. Deze hervorming gebeurt geleidelijk. Ik heb altijd het idee verdedigd dat ECOSOC een injunctierecht moest krijgen, dat minstens identiek is aan dat van de Veiligheidsraad.

Er bestaat geen wereldregering en evenmin een parlement voor de wereld. De Algemene Vergadering van de Verenigde Naties zou die rol moeten vervullen. Maar zou die Vergadering als legitiem kunnen worden beschouwd als er mensen zitting hebben die geen democraat

Le problème est là, il n'y a pas de gouvernement du monde, il n'y a pas de parlement du monde. Le parlement du monde devrait être l'Assemblée générale des Nations Unies. Mais il y a un petit hic qui sert ceux qui ne veulent pas de cela: comment voulez-vous considérer que le parlement du monde qu'est l'Assemblée générale des Nations Unies soit légitime à partir du moment où y siègent des gens dont on sait qu'ils ne sont pas démocrates? Que font ceux qui veulent continuer à considérer les Nations Unies comme une boîte à outils essentiellement dans leur intérêt? Ils tirent prétexte de ce que l'Assemblée générale des Nations Unies est composée par des gens qui ne sont pas démocrates pour ne pas lui donner un pouvoir sérieux.

Il y a eu des avancées, il y a eu des aménagements mais je pense qu'il faut des réformes beaucoup plus poussées. Certains disent qu'il faudrait aller beaucoup plus loin.

Il faudrait qu'on modifie la manière dont les votes sont répartis à la Banque mondiale ou au Fonds monétaire international, où les intérêts des plus riches sont plus pris en compte que les intérêts des plus pauvres. Je défends l'idée d'une révision des droits de vote.

Il ne faut pas rêver, il n'y a pas de solution ex cathedra. On ne peut pas régler ce problème pays par pays, il faut nécessairement des échelles d'ensembles.

À mon avis, les pays émergents vont avoir un effet plus grand qu'on pourrait le penser. La question est de savoir si ces pays émergents vont rester des alliés des plus pauvres ou s'ils vont devenir des alliés des plus riches et des plus forts. Je ne parierais pas encore là-dessus, c'est une belle réflexion. Quand je vois comment se comportent certains pays émergents vis-à-vis des pays pauvres, cela n'annonce rien de bon pour l'avenir.

La brutalité avec laquelle ils traitent les pays les plus pauvres est effarante. Il n'y a pas un pays riche qui oserait l'afficher comme eux le font aujourd'hui.

Josy Dubié, président: Je pense qu'on n'ouvrira pas le sujet cette fois-ci. Je suis désolé, monsieur Procureur, mais beaucoup de nos confrères ont maintenant d'autres rendez-vous.

Je remercie le commissaire pour cette intervention.

Je crois que nous devons, monsieur le commissaire, vous réinviter car nous n'avons pas épuisé le sujet.

01.25 **Louis Michel**, commissaire européen: Monsieur le président, je suis votre humble serviteur.

Josy Dubié, président: En tout cas, merci pour votre disponibilité.

*La réunion publique de commission est levée à 12.20 heures.
De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.20 uur.*

zijn? Wat doen degenen die de Verenigde Naties als een gereedschapskist blijven beschouwen? Ze gebruiken het feit dat de Algemene Vergadering samengesteld is uit mensen die geen democraat zijn, als voorwendsel om haar geen echte macht toe te kennen.

De verdeling van de stemmen bij de Wereldbank of het Internationaal Muntfonds, waar de belangen van de rijkste landen zwaarder wegen dan die van de armste landen, zou moeten herbekeken worden. Ik ben voorstander van een herziening van de stemrechten.

De opkomende landen zullen meer invloed hebben dan men zich nu kan voorstellen. Men moet zich de vraag stellen of die landen bondgenoot van de arme landen zullen blijven of bondgenoot van de rijkste en sterkste landen zullen worden.

Josy Dubié, voorzitter: We zullen u opnieuw moeten uitnodigen, want we hebben het onderwerp niet volledig kunnen afhandelen.